

UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO
Faculté de Droit, d'Économie, de Gestion et de Sociologie
(Domaine : Sciences de la Société)
Département Économie
(Mention Économie)

Mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de
Maîtrise en Sciences Économiques
Option : Macroéconomie et modélisation

ROLES ET FONCTIONNEMENT D'INSTITUTIONS DE MICROFINANCE A MADAGASCAR

Par : ANDRIATAFITANONJA Mamitiana Edith

Encadreur : Professeur LAZAMANANA Pierre André

Promotion : FANDRESENA

Date de Dépôt : 10 Janvier 2017

AU : 2015/2016

Date de soutenance : 06 Février 2017

UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit, d'Économie, de Gestion et de Sociologie

(Domaine : Sciences de la Société)

Département Économie

(Mention Économie)

Mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de

Maîtrise en Sciences Économiques

Option : Macroéconomie et modélisation

**ROLES ET FONCTIONNEMENT
D'INSTITUTIONS DE MICROFINANCE
A MADAGASCAR**

Par : ANDRIATAFITANONJA Mamitiana Edith

Encadreur : Professeur LAZAMANANA Pierre André

Promotion : FANDRESENA

Date de Dépôt : 10 Janvier 2017

AU : 2015/2016

REMERCIEMENTS

Au terme de cette étude, nous ne saurions pas nous taire sans adresser nos plus vives reconnaissances et nos gratitude à tous ceux qui de près ou de loin, de manière directe ou indirecte, ont contribué à la réalisation de ce travail.

Nous remercions infiniment DIEU, sans sa bénédiction tout effort fournit serait vain. Nous remercions très solennellement Monsieur, LAZAMANANA Pierre André, Maître de conférences enseignant au Département Economie de la faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie de l'Université d'Antananarivo, encadreur de mémoire, auprès de qui nous avons trouvé, disponibilité malgré ses contraignantes et diverses occupations, rigueur, ouverture et conseils constructifs.

Nous remercions très sincèrement professeur MANDRARA Eric Thosun qui accepte de présider les membres de jury au cours de la soutenance

Nous remercions les enseignants qui n'ont ménagé aucun effort pour nous transmettre les connaissances acquises.

- Nos parents qui nous ont attribué tous leurs soutiens jusqu'au terme de cette étude.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	I
SOMMAIRE	II
LISTE DES ACRONYMES.....	III
LISTE DES TABLEAUX.....	V
LISTE DES FIGURES.....	V
INTRODUCTION	1
PARTIE I : LES FONDEMENTS THEORIQUES DE LA MICROFINANCE	3
CHAPITRE I : DEFINITIONS ET CONCEPTS	3
Section I : Généralités sur la microfinance	4
Section II : Rôles de la microfinance	6
Section III : Les autres définitions des termes rattachés à la microfinance	7
CHAPITRE II : THEORIES SUR LES LIENS ENTRE LA MICROFINANCE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE	14
Section I : les différents modèles de croissance	14
PARTIE II : ANALYSE EMPIRIQUE	23
CHAPITRE III: GENERALITES SUR LA MICROFINANCE A MADAGASCAR.....	23
Section 1 : Les caractéristiques de la microfinance à Madagascar	23
Section 2 : évolution des IMFs de Madagascar entre 2012 et déc. 2015	29
CHAPITRE IV : IMPACTS ET ROLES DE LA MICROFINANCE	36
Section 1 : Impacts de la microfinance sur les ménages.....	36
Section 2 : quelques problèmes de la microfinance à Madagascar	42
Section 3 : Recommandations et perspectives	44
CONCLUSION	46
ANNEXES.....	VI
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	VI
TABLE DES MATIERES	XIII

LISTE DES ACRONYMES

ABM : Accès Banque Madagascar

ADéFi : Action pour le Développement et le Financement des microentreprises

AIM : Association des Institutions de Microfinance non Mutualistes

APIFM : Association Professionnelle des Institutions Financières Mutualistes

BCM : Banque Centrale Madagascar

BFR : Besoins en Fond de Roulement

BFV-SG : Banky Fampanandrosoana ny Varotra - Société Général

BMOI : Banque Malgache de l'Océan Indien

BNI: Bankin' Ny Indostria

BOA: Bank of Africa

CCP : Centres des Chèques Postaux

CECAM : Caisse d'Epargne et Crédit Agricole Annuelle Mutuelle

CEFOR : Crédit Epargne et Formation

CEM : Caisse d'Epargne de Madagascar

CNaPS : Caisse Nationale de Prévoyance Sociale

CSBF : Commission de Supervision Bancaire et Financière

ENEMPSI : Enquête Nationale Effectuée sur les Microentreprises du Secteur informel

FENU : Fonds d'Equipement des Nations Unies

FERT : Fondation pour l'Epanouissement et le Renouveau de la Terre

GCV : Grenier Commun Villageois

IDH : Indice de Développement Humain

IFM : Institution Financière Mutualiste

IMF : Institution de MicroFinance

INSTAT : Institut National de Statistiques

LVM : Location, Vente Mutuels

OFP : Organisations Financières de Proximité

ONG : Organisme Non Gouvernemental

OTIV : Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola

PARMEC : Projet d'Appui à la Règlementation des Mutuelles d'Epargne et de Crédit

PD : Pays Développé

PEDEM : Pays Développé à Economie de Marché

PIB : Produit Intérieur Brut

PNB : Produit National Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PVD : Pays en Voie de Développement

R&D : Recherche et Développement

SIPEM : Société d'Investissement pour la Promotion des Entreprise à Madagascar

TIAVO: TahiryIfamonjenaAmin'nyVola

TITEM: Tahiry Iombonan'ny Tantsaha Eto Madagasikara

USD: Dollar américain

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Tableau de classification récapitulative des Institutions de microfinance et des Etablissements de Crédit exerçant des activités de microfinance.	27
Tableau 2 : Evolution des activités des IMF mutualiste.....	29
Tableau 3: Evolution des activités des IMF non mutualistes	31
Tableau 4 : Tableau d'évolution de statistiques consolidées.....	34

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : histogramme de la répartition des points de services par région (Situation au 31/03/2016)	29
Figure 2 : diagramme d'évolution des IMF Mutualistes.....	30
Figure 3 : diagramme d'évolution des IMF non mutualistes	31
Figure 4 : Diagramme d'évolution des activités des autres catégories d'EC exerçant des activités de microfinance.....	33
Figure 5 : diagramme d'évolution de statistiques consolidées des IMF	34

INTRODUCTION

Le secteur de la microfinance a connu une croissance remarquable au cours des 12 dernières années (13 fois plus d'activités), même les trois dernières années ont enregistré des gains substantiels en nombre d'utilisateurs, en dépôts et en volumes de crédits (Stratégie Nationale de la Finance Inclusive SNFI 2013 – 2017). Les stratégies de lutte contre la pauvreté fondent un grand espoir sur la microfinance comme facteur de réduction de la pauvreté. Plusieurs institutions de microfinance sont déjà implantées dans les pays sous-développés comme Madagascar qui compte pour donner la possibilité d'entreprendre des activités génératrices de revenus et d'accéder aux services sociaux de base, toutes choses concourant à réduire leur niveau de pauvreté. Par le développement des activités génératrices de revenus et d'épargne, la stratégie de lutte contre la pauvreté à travers la microfinance cherche à diminuer les risques et les incertitudes auxquels les populations les plus pauvres sont confrontées. C'est dans cette optique que le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) assigne aux IMF un rôle déterminant pour la création d'activités génératrices de revenus et d'emploi par la promotion d'exploitations agricoles et des microentreprises. Il leur assigne le rôle tout particulier de faciliter l'accès des catégories les plus démunies à un service financier minimum de proximité, orienté vers leurs besoins de financement et de sécurisation des moyens d'existence.

Cependant, dans le monde rural, l'accumulation de l'épargne est très faible voir même nulle. Ce qui fait que le recours à un financement extérieur se présente comme indispensable. Ainsi, les intermédiaires financiers entrent en jeu en vue de satisfaire les besoins de financement des agents économiques. La résolution de la communauté internationale de faire face à cette pauvreté a été stimulée dès les années 70 et 80, par l'implantation et l'expansion en milieu rural de nombreuses structures d'intermédiation financière. Ainsi, la microfinance s'est développée à travers différents pays. Il faut noter que ce dit « développement de la microfinance » a été connu suite aux expériences de la Grameen Bank au Bangladesh et du banco sol en Bolivie, ce développement très rapide a été fortement encouragé et soutenu par les grandes organisations internationales.

En quelques années, la microfinance contribuait à de grandes réussites, il existe aujourd'hui de nombreuses institutions qui apportent des services financiers diversifiés à une certaine nombre de personnes qui n'y avaient pas accès auparavant. Cependant, compte tenu du développement rapide de la microfinance, un éclairage doit être mené sur la réelle

contribution de la microfinance. La microfinance à travers ses rôles est-elle donc un facteur efficace pour promouvoir un réel développement et une éradication de la pauvreté ?

Pour répondre à cette question on a deux hypothèses à vérifier :

H1 : les institutions de microfinance est une solution pour l'éradication de la pauvreté à Madagascar ; contre

H2 : les activités des institutions de microfinance ne permettent pas aux pauvres de se développer

Donc, l'objectif de cette étude est de faire sortir les différents rôles des institutions de microfinance sur la vie en général des pays bénéficiaires de ses produits en montrant ses fonctionnements.

Pour bien mener l'étude on va voir d'abord, les fondements théoriques de la microfinance Ensuite on procédera à une analyse empirique de la microfinance avec quelques observations et recommandations concernant l'environnement de la microfinance à Madagascar.

PARTIE I : LES FONDEMENTS THEORIQUES DE LA MICROFINANCE

La microfinance est un concept bien complexe c'est pourquoi que sa notion reste souvent floue. Les définitions sont diverses suivant les domaines rattachés à ses activités. Depuis sa création qui monte vers les années 70, par le Professeur Yunus avec son Grammen Bank au Bangladesh pour permettre aux femmes les plus pauvres d'échapper à la précarité et notamment à la dépendance par rapport à leurs fournisseurs qui leur vendaient à crédit et à des prix très élevés les matières premières nécessaires à leurs petites activités artisanales, l'activité ainsi que la domaine d'intervention de la microfinance s'étend de façon très remarquable dans le monde , dans les pays développées et surtout dans les pays sous-développés. L'idée de base est de créer des financements pour les groupes des agents économiques exclus du système financier formel. Durant ses temps d'existences de la microfinance, plusieurs théories sont publiées concernant surtout ses impacts sur l'économie ainsi que ses modes d'intervention dans la vie sociale. Dans cette première partie on procèdera à donner les fondements théoriques de la microfinance en donnant au premier chapitre quelques définitions et concepts de la microfinance et ensuite dans le deuxième chapitre on va citer les différentes théories sur l'environnement de la microfinance.

CHAPITRE I : DEFINITIONS ET CONCEPTS

Compte tenu de son évolution plus remarqué dans le monde aujourd'hui définir la microfinance est donc nécessaire pour mieux éclaircir ses fonctionnements, ses rôles, ses impacts, etc. Dans ce chapitre quelques définitions des termes utilisés pour la compréhension de son environnement sont proposées.

Section I : Généralités sur la microfinance

A. Définitions de la microfinance

Le concept de la microfinance peut être défini de plusieurs manières et regroupe de nombreuses réalités différentes selon la situation du pays. Par conséquent, multiples sont les définitions de la microfinance.

1. Sens littéral du terme :

Littéralement, la microfinance signifie une « finance de petite taille ». Elle est considérée comme étant une intermédiation financière entre les agents économiques, d'une part, ceux qui sont exclus du circuit bancaire, et qui ont accumulé de l'argent ; et d'autre part, ceux qui en ont besoin et dont les montants sont moins considérables. Donc la microfinance est qualifiée comme un ensemble d'activité financière axée sur l'épargne et le crédit en faveur des personnes non bancables.

2. Définition globale

La microfinance peut être définie comme étant l'offre de large gamme de produits et de services financiers comme les dépôts, les crédits, les services de paiement, les transferts d'argent aux populations pauvres et à faible revenu afin de satisfaire les besoins des ménages et des microentreprises. La Microfinance, est un ensemble d'activité d'intermédiation financière, cela évoque donc qu'il y a des agents économiques qui font partie de ce système et exercent les activités prédéfinies. On peut aussi les considérer comme étant les Acteurs dans la Microfinance qui sont les Institutions de microfinance ou IMF d'une part, et les ménages et individus (paysans, les petits producteurs, etc.), d'autre part. La microfinance est financée à la fois par l'épargne des agents économiques et par les bailleurs de fonds.

B. Les Institutions de Microfinance ou IMF

Le système de Microfinance est axé sur l'incitation à la production pour les petites entreprises, à l'accroissement de la productivité de ces dernières et pour freiner la thésaurisation de la part des ménages. En termes simples, une institution de microfinance est une organisation qui offre des services financiers à des personnes à revenus faibles qui n'ont pas accès ou difficilement accès au secteur financier formel ou des banques.

Au sein du secteur, le terme institution de microfinance renvoie aujourd'hui à une grande variété d'organisations, diverses par leur taille, leur degré de structuration et leur statut juridique (ONG, association,...). On peut citer trois formes d'IMF à savoir les IMF dites mutualistes, les IMF non mutualistes et les autres formes d'IMF.

1. Les IMF dites Mutualistes

Les IMF mutualistes désignent les institutions dont le capital est constitué par des caisses primaires, rurales ou villageoises et qui ne pratiquent la collecte de l'épargne et l'octroi des crédits qu'à ses membres. Ces IMF sont animées par l'esprit d'entraide et de coopération. En effet, ce sont les épargnes collectées qui sont transformées en crédit. Ses caisses de base sont gérées par les membres eux-mêmes par la constitution des structures de gestion que sont l'Assemblée Générale et le Comité de Gestion. Leurs excédents d'exploitation ne sont pas distribués mais renforcent le capital.

2. Les IMF Non Mutualistes

Les IMF non mutualistes peuvent être classées en deux groupes qui se distinguent par leurs objectifs :

D'une part, celles qui, formées en association, s'assignent une mission d'ordre social et distribuent des petits crédits en fonction des fonds dont elles sont dotées. Certains réseaux comportent de nombreux guichets couvrant plusieurs régions du pays. En plus de ces activités, cette catégorie d'institution offre des formations à l'intention de la population la plus défavorisée en vue de les aider à la création de microentreprises individuelles. D'autre part, celles, constituées en sociétés commerciales, qui opèrent généralement avec un but lucratif sur la base de capital assez important. Ces dernières sont gérées d'une manière plus professionnelle. La valeur des crédits individuels qu'elles distribuent est plus élevée que pour les IMF à vocation sociale ; il en est de même du volume de leur portefeuille.

Avec l'adoption de la loi sur la microfinance, cette catégorie est désormais autorisée à collecter des dépôts.

3. Les autres formes d'IMF

Cette catégorie regroupe toutes les institutions qui projettent d'exercer les activités issues Institutions de Microfinance. Elles font partie des Organisations Financières de Proximité (OFP).

Section II : Rôles de la microfinance

Le rôle que joue la microfinance est une des raisons qui encourage les PED à instaurer un système de microfinance. Ses rôles peuvent être économiques et / ou sociale. La microfinance favorise la cohésion sociale en octroyant des prêts aux chômeurs et aux personnes marginalisées un de ses rôles est donc de rendre certains agents économiques indépendants. Mais, en se basant sur les différentes définitions de la microfinance, on peut distinguer les 3 rôles à savoir, faciliter l'accès aux services financiers, collecter les épargnes et offrir des opportunités des petits investissements.

A. Facilité d'accès aux services financiers de proximité

La microfinance favorise l'accès des petits producteurs et des ménages, exclus du système bancaire classique, à des services financiers de proximité et adaptés à la taille de leur activité d'où la notion de «Micro Entreprise » et « Micro crédit »(désigne les dispositifs permettant d'offrir des crédits de faible montant à des familles pauvres pour les aider à conduire des activités productives ou génératrices de revenus leur permettant ainsi de développer leurs très petites entreprises¹.

L'accès à ces services constitue une base à partir de laquelle d'autres besoins considérés comme importants et essentiels (santé, éducation, conseils de nutrition, autonomisation des femmes, etc.) peuvent être satisfaits. Et c'est dans sa place importante qu'elle prend dans ces derniers explique ses rôles sociales.

B. Collecte d'épargne

Réaliser une meilleure collecte de l'épargne des ménages et des petits entrepreneurs pour les réinjecter dans le circuit économique.

¹ Loi PARMEC, Titre 1, article 1^{er}

C. Offre d'opportunités de petits investissements

Donner une opportunité de faire des petits investissements pour les familles à bas revenu afin qu'elles puissent financer leurs activités générant de revenu.

Section III : Les autres définitions des termes rattachés à la Microfinance

A. Finance et financement

1. La finance

La finance est l'étude des manières d'allouer des ressources rares au fil du temps. Les deux points qui distinguent la finance des autres disciplines sont que les décisions financières engendrent des coûts et profits répartis dans le temps, et que ceux-ci ne généralement pas connus par avance avec certitude, que ce soit par le décideur ou toute autre personne. Une idée fondamentale de la finance est que l'objectif ultime du système est de satisfaire les *préférences de consommation* des individus. Les organisations économiques, comme les entreprises ou les gouvernements, existent pour permettre à cet objectif d'être finalement atteint. Beaucoup de décisions financières peuvent être prises simplement en augmentant les possibilités de choix des individus, même si leurs préférences de consommation sont inconnues.

Les acteurs de la théorie financière sont les ménages, les entreprises, les intermédiaires financiers et les gouvernements. Les ménages ont une place à part dans la théorie, car l'objectif final du système est de satisfaire les préférences des individus, et la théorie financière explique le comportement des ménages comme une tentative de satisfaire ses préférences. Le comportement des entreprises est analysé en fonction de l'impact qu'il a sur le bien-être des ménages.

2. Le financement

Le financement c'est la méthode nécessaire à toute acquisition d'actifs, elle en permet le paiement. il peut se présenter sous différents modes : l'Autofinancement : financement par l'épargne personnelle réalisée ; la recours aux marchés financiers : recherche

de capitaux (émission d'actions et d'obligations) ; la recours aux crédits bancaires : emprunts, obtention de prêts et de crédits) ;

On distingue plus généralement, le financement direct et le financement indirect, l'autofinancement est un exemple de financement direct. Le financement indirect se décompose en en financement monétaire (entraînant une création monétaire) et en financement non monétaire (ex : les emprunts à long terme au sein des établissements de crédit spécialisés).

B. Investissement

Pour le comptable, un investissement est un flux de capital qui modifie le niveau des actifs immobilisés dans l'entreprise, il devient immobilisation. De ce point de vue, constitue donc un investissement tout bien, meuble ou immeuble, corporel ou incorporel, acquis ou créé par l'entreprise, destiné à rester durablement (plus d'un an) sous la même forme dans l'entreprise.

Pour l'économiste comme pour le gestionnaire en entreprise, un investissement a une définition plus large qui englobe les investissements au sens comptable auquel s'ajoutent le besoin en fonds de roulement d'exploitation, certaines charges d'exploitation et des titres financiers à court terme faisant partie de l'actif circulant.

C. Le financement de l'investissement

L'épargne est le seul fondement du financement de l'investissement. Mais cette épargne présente des formes diverses sur le marché économique. Elle peut avoir été constituée par l'entreprise elle-même, à partir des profits dégagés au cours de son activité productive. On l'appelle alors **autofinancement** ou **financement interne** de l'entreprise. Elle présente l'avantage de financer les investissements sans les coûts d'intérêt attachés à l'emprunt et de garder l'autonomie de gestion de l'entreprise.

L'épargne peut aussi être constituée par les dépôts des ménages auprès des **banques**. Dans ce cas, l'entreprise pourra emprunter auprès des banques, les intermédiaires financiers, le montant nécessaire pour financer ses investissements, mais en acquittant un coût financier plus ou moins important suivant les taux d'intérêt.

L'épargne enfin peut provenir du **marché financier**, investisseurs institutionnels et ménages, sous la forme d'une augmentation du capital de l'entreprise par l'émission d'actions

en bourse. Cette formule présente l'avantage pour l'entreprise de ne pas s'endetter, mais l'inconvénient de modifier son autonomie de direction par l'entrée de nouveaux actionnaires.

D. Système financiers

Le terme système financier fait référence à l'organisation des marchés financiers via des institutions financières. Il permet l'adéquation entre offre et demande de capitaux.

Les marchés financiers sont un lieu géographique ou non où différents types d'acteurs s'échangent des capitaux au comptant ou à terme. Ce sont également les marchés où sont effectuées les transactions sur des actifs financiers et, de plus en plus, leurs produits dérivés.

Le système financier désigne l'ensemble des institutions (marchés de titres et intermédiaires financiers), des règles et des pratiques qui, au sein d'un espace donné (un pays, une région ou le monde entier), rendent possibles les échanges d'argent. Ces échanges se font entre ceux qui ont accumulé de l'argent en épargnant chaque année une fraction de leur revenu et ceux qui n'en ont pas suffisamment pour financer une dépense d'investissement. Sans ces échanges financiers, quiconque désireux d'investir (qu'il s'agisse d'un ménage, d'une entreprise, d'une administration) ne pourrait le faire qu'à hauteur de son épargne accumulée. Certains devraient ainsi renoncer à des projets d'investissement pourtant rentables ou les reporter dans le temps, tandis que d'autres disposeraient d'une encaisse d'argent oisive. Autant dire que les ressources seraient bien mal allouées dans leur ensemble et que l'économie tournerait au ralenti. En organisant, selon différentes modalités, la rencontre entre les besoins de financement et les capacités de financement, le système financier favorise la bonne allocation des ressources au sein de l'économie, facilite l'investissement et la croissance.

E. Croissance et développement économique

1. La croissance économique

- *Définition*

La croissance économique se définit comme l'accroissement quantitatif de la production nationale selon un rythme soutenu, régulier et en longue période. La croissance

est un objectif recherché par la plupart des économies. Le taux de croissance apparaît chaque année comme un indicateur de réussite ou d'échec pour un pays donné. La croissance économique est mesurée quantitativement par l'augmentation du PIB (Produit intérieur brut) ou du PNB (Produit national brut) comprenant l'ensemble des valeurs ajoutées des agents économiques de même nationalité, résidants sur le territoire national ou à l'étranger.

Le taux de croissance économique est la variation en volume de la production des biens et services dans une économie sur une période donnée. L'agrégat économique utilisé pour mesurer la croissance est le Produit Intérieur Brut corrigé de l'inflation (ou PIB à prix constants).

Le Produit Intérieur Brut est la somme de la valeur ajoutée dégagée par les unités de production résidentes dans un territoire national déterminé. Ces unités se répartissent dans trois secteurs (primaire, secondaire, tertiaire) qui regroupent chacun des branches définies par rapport à des activités quasiment homogènes (élevage et pêche, activités agricoles et sylvicoles pour le secteur primaire ; activités industrielles pour le secteur secondaire ; production de services pour le secteur tertiaire).

Le PIB mesure de façon approximative le niveau de vie. Il ne prend pas en compte l'incidence sur les conditions sociales de l'évolution du niveau général des prix et ne considère qu'une partie de la valeur créée par l'activité économique. Le PIB ne mesure pas ou mesure mal l'économie informelle, la production domestique, les transferts de ressources internationaux. Il prend en compte uniquement la valeur ajoutée et non la richesse possédée sans distinguer les effets positifs ou négatifs sur le bien-être collectif. A titre d'exemple, une catastrophe naturelle qui détruit la richesse, contribue au PIB à travers l'activité de reconstruction qu'elle va générer.

- *Les facteurs de la croissance*

La croissance économique dépend des ressources naturelles : la terre, les eaux, les métaux ; elle dépend aussi de la population mais il existe deux thèses s'opposant à la contribution de la population à la croissance économique :

Une première thèse considère qu'un grand effectif de la population constitue des bouches supplémentaires à nourrir. Ce problème prend davantage d'ampleur dans les pays où les disponibilités alimentaires sont faibles. Dans ces pays, la sécurité alimentaire n'est pas assurée, une deuxième thèse considère, au contraire, qu'une population en expansion représente une source de création de richesses car la population active constitue un facteur de

production d'autant plus productif qu'il est formé et qualifié. De plus, cette population représente une demande supplémentaire pour les productions qui trouvent ainsi des débouchés. Ceci assure au marché national des biens et services une plus grande taille et favorise ainsi la croissance de l'offre des entreprises. Cette thèse s'applique surtout à partir d'un certain niveau de développement économique et social (cas des pays développés) ou encore dans le cas des pays de l'Europe, après la deuxième guerre mondiale.

Les autres déterminants de la croissance :

- **Le capital**

De tous les facteurs de la croissance, le capital est celui dont l'accroissement est le plus rapidement réalisable. Ceci dépend des possibilités de l'économie de dégager, dans le revenu national, un financement suffisant pour les investissements.

- **Le progrès technique**

Concernant la façon de produire : Il permet un accroissement de la productivité ou des rendements des facteurs. La nature des produits : il permet essentiellement la production de biens nouveaux assurant une meilleure ou une plus large satisfaction des besoins.

- **Le développement de la connaissance scientifique**

C'est là la source de tout progrès. En particulier, le développement de la fonction Recherche et Développement dans les entreprises et les universités est un moyen très efficace pour la découverte de nouvelles technologies.

- **L'éducation et la formation**

L'éducation intervient pour assurer au facteur humain un niveau d'instruction nécessaire à l'adaptation aux techniques modernes. La formation assure une qualification minimale aux travailleurs et permet d'entretenir leurs aptitudes professionnelles.

- **Les échanges extérieurs**

L'ouverture sur l'extérieur permet, par le biais des échanges, de bénéficier des progrès réalisés ailleurs (transfert technologique). La libéralisation des échanges extérieurs, permet d'ouvrir de nouvelles débouchées à la production nationale. A ce titre, la croissance des exportations d'un pays devient une condition nécessaire à la croissance.

- **Un contexte favorable à la croissance**

Un ensemble de facteurs ont en commun de créer une ambiance favorable à la croissance sont notamment : l'innovation et l'esprit d'entreprise : l'innovation est un facteur incontournable de progrès. Elle implique une imagination fertile et des recherches continues. L'esprit d'entreprise est l'aptitude à créer et à gérer des entreprises : l'entrepreneur type ne craint pas le risque de perte inhérent à tout projet. Il est fonceur, dynamique et courageux. Il y a aussi l'épargne : condition nécessaire à la réalisation de l'accumulation du capital et la souplesse (flexibilité): elle facilite l'adaptation aux changements qui accompagnent la croissance.

2. Développement économique

- *Définition*

Si la croissance est un phénomène quantitatif, le développement économique est plutôt un phénomène qualitatif qui s'opère par la modification des structures économiques, sociales et mentales. D'une façon générale, le développement correspond à une évolution durable des mentalités et des structures. En particulier, le développement exige l'accroissement de la production et une meilleure répartition des revenus.

Donc : Développement = croissance + Une distribution plus égalitaire des revenus grâce à une modification des structures économiques et sociales.

- *Mesure*

Le niveau de développement (ou de sous-développement) d'une nation peut être mesuré à l'aide d'une série de critères : Le nombre de personnes vivant de l'agriculture (cultures vivrières), le niveau de productivité dans tous les secteurs, le niveau de l'industrialisation, le niveau de l'emploi (ou du chômage), le niveau du revenu annuel par habitant, le niveau de nutrition, la mortalité infantile, les conditions sanitaires et de santé, les inégalités sociales, le niveau de l'éducation (degré d'alphabétisation ou d'analphabétisme) c.

Indicateurs

L'indicateur le plus utilisé pour faire des comparaisons internationales, est le PNB / habitant ou le revenu / tête

$\text{PNB} / \text{habitant} = \text{PNB au cours d'une année} / \text{Population totale}$

L'ONU (Organisation des Nations Unies) a établi un indicateur synthétique plus large que le PIB, et qui englobe, outre le PIB, le niveau d'éducation, de santé, de niveau de vie... dont bénéficient en moyenne les habitants d'un pays. Cet indicateur appelé indicateur de développement humain (IDH) permet de formuler une mesure du développement plus complète que le seul PNB par tête.

3. Le sous-développement

On a commencé à parler du sous-développement après la seconde guerre mondiale et la décolonisation.

En effet, une notion nouvelle apparue à cette époque, est celle du « tiers monde », née pour la première fois en 1952 avec Alfred Sauvy. Le tiers monde serait le troisième monde après le monde développé capitaliste et le monde industrialisé socialiste. Cependant, cette notion est dépassée aujourd'hui, spécialement suite à l'effondrement du bloc socialiste. En réalité, on ne peut définir la notion de sous-développement que par rapport à celle du développement : un retard de développement ou un produit du développement ? Comme il est plus commode de nos jours de parler de comparaison entre Nord développé et Sud en développement, ou encore entre le « centre » représenté par les PDEM (pays développés à économie de marché) et la « périphérie » représentée par les PVD (pays en voie de développement).

La notion de microfinance englobe différents parties des variables utilisés en économie et en gestion et voire en sociologie. Ces faits résultent de l'étendue de son champ d'investigation qui est de plus en plus vaste. Dans le chapitre suivant, on va aborder les théories sur les liens entre la microfinance et l'économie en générale.

CHAPITRE II : THEORIES SUR LES LIENS ENTRE LA MICROFINANCE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

La notion de capital, investissement, financement est étroitement lié au terme croissance. La microfinance, à travers sa définition comme « la fourniture d'un ensemble des produits financiers à tous ce qui sont exclus du système financiers formels » entre intégralement dans l'assurance d'une croissance économique d'un pays. Les différentes théories sont définies par les courants de pensées de ses auteurs, donc il y a autant des théories qu'autant des courants de pensées. On peut analyser les modes d'insertion du concept de microfinance dans la croissance économique en l'introduisant dans les différentes théories économiques traitant par exemple l'investissement ainsi que la création monétaire. Le monde des théories de la croissance est varié et complexe avec beaucoup de nuances dans les formulations. Tous les théoriciens, quelles que soient leurs sensibilités particulières partagent : une analyse du sous- développement menée en termes quantitatifs et d'économiste ; une approche méthodologique de modélisation du processus de croissance économique ; et une politique économique de croissance non pas optimum, mais celle qui pourrait être la plus souhaitable parmi celles qui sont possibles.

Section I : les différents modèles de croissance

La croissance est une notion quantitative qui se distingue du développement, de nature qualitative mais les deux phénomènes sont liés. « La croissance est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit net en termes réels »². Autrement dit, c'est la capacité d'un pays à produire plus de biens matériels.

La croissance économique entraîne une augmentation du niveau de vie de la population. La croissance est un processus quantitatif qui est une condition sine qua non du développement.

L'étude de la croissance économique est justifiée par la nécessité de comprendre comment par un ensemble d'actions harmonieuses et concertées, une nation peut améliorer de

² François Perroux

manière soutenue, le niveau de vie de sa population ou se libérer de l'ornière de la pauvreté. Une identification des déterminants de la croissance et une bonne compréhension de leurs interactions devraient permettre de bien concevoir une politique de développement. Les modèles de croissance économique sont par définition, des schémas à l'aide desquels on essaie de mettre en équation la manière dont l'activité économique d'aujourd'hui peut rejaillir sur l'activité économique de demain afin de pouvoir explorer l'ensemble des voies de développement que les ressources naturelles, économiques, financières et humaines du pays permettent d'atteindre. Autrement dit, à l'aide des modèles, on essaie de mesurer l'impact de telle action ou de telle autre sur l'état même de l'économie. On peut considérer les modèles de croissance comme étant des guides à l'activité normative de la collectivité.

A. Les facteurs de croissance économique

Nombreuses sont les réflexions sur la croissance et elles évoluent suivant les différents courants de pensées économiques. Les différentes écoles de pensées économiques ont chacune leur théories sur les facteurs de croissance économique ; ainsi nombreux sont les facteurs pris en compte pour expliquer la croissance. Toutefois, les facteurs de la croissance économique retenus dans les modèles de croissance sont : le capital, les mains d'œuvre (Travail), le progrès technique et l'innovation, la qualité de la main d'œuvre ou encore le capital humain (éducation, santé).

1. Capital et Travail

Le capital et le travail sont considérés comme étant des facteurs de la croissance économique, des facteurs de production qui sont nécessaires au développement économique. Ce concept est issu de l'économie politique classique chez Adam Smith et David Ricardo. En effet, ils font partie des facteurs dits Facteurs primaires de la croissance économique.

Par définition, capital signifie originellement le principal d'une dette, c'est-à-dire une somme placée qui procure des intérêts, et par extension, tout patrimoine ou richesse susceptible de procurer un revenu. Le capital est donc utilisé comme équivalent du « patrimoine » qui est l'ensemble des biens que possèdent un individu, une entreprise.

Dans le modèle Classique, c'est le capital qui est source de richesse car celui-ci permet de mobiliser le travail et ce dernier est cause de richesse donc de la croissance. L'accumulation du capital permet de mobiliser et de transformer l'épargne en un facteur de production en investissement permettant d'acheter des matières premières nécessaires à la

production. Par conséquent, la diminution de l'accumulation du capital, suite à une baisse du taux de profit à cause de la diminution de la consommation ouvrière en raison de la baisse du niveau de salaire des ouvriers, et donc une crise de débouché, entraîne une diminution de l'investissement et donc diminution de la production. Ainsi, le facteur capital est un facteur mobilisateur de l'économie, notion présentée dans la théorie de Marx.

Dans le problème de répartition, pour les Classiques, on voit encore cette notion d'investissement c'est-à-dire que c'est ce dernier qui alimente le capital. Une augmentation du revenu issu de l'exploitation des terres (Rente) et celle des salaires entraîne automatiquement une diminution de l'investissement pour respecter l'équilibre dans l'équation de la répartition qui est :

$$P = F + S + I$$

Avec :

P : équation du prix, somme des coûts

F : revenu de la terre ou Rente

S : salaire des ouvriers

I : l'investissement

Par conséquent, si I (investissement) diminue, il y aura moins de capital car en fait, c'est l'Investissement qui mobilise le capital et donc la société tend à stagner d'où la notion de l'état stationnaire.

Pour les néoclassiques, le capital (physique et financier) et le travail constituent encore des facteurs de croissance. La fonction de production, qui a été amplement utilisée dans les modèles de croissance néo-classique, est la fonction de *Cobb-Douglas* à rendements d'échelle constants.

La fonction s'écrit :

$$Y = K^{\alpha} L^{1-\alpha}$$

Où :

Y au PIB réel,

K le stock de capital,

L le stock de main d'œuvre,

α l'élasticité d'offre de Y par rapport à K et

$1-\alpha$ l'élasticité d'offre de Y par rapport à L.

Par cette équation, on peut dire d'une part, que l'augmentation du K (capital) entraîne celle du PIB donc une croissance pour le pays et d'autre part, l'augmentation de la main d'œuvre entraîne aussi de son côté celle du PIB.

De plus, dans le problème néoclassique, la croissance démographique à un taux égal à n qui est définie par la formule :

$\Delta L/L = n$, signifie qu'il y a des mains d'œuvres nouveaux et qu'il faut les équiper de capital K pour assurer le plein emploi qui est défini par l'équation suivante :

$$\Delta Y/Y = \Delta K/K = \Delta L/L$$

$$g = s/v = n$$

Avec ; g : accroissement du PIB

s/v : accroissement du capital

n : accroissement de la population ou croissance démographique

Cette égalité signifie donc que pour respecter l'équilibre, dans le modèle néoclassique, l'augmentation de la population (surplus de main d'œuvre) doit être suivie par une augmentation du capital afin d'augmenter le taux de croissance.

2. Progrès technique

La notion de progrès technique est essentielle dans la compréhension des mécanismes économiques, et tout particulièrement lorsque l'on s'interroge sur les sources de la croissance. Dans les théories sur le modèle de croissance, le progrès technique est également qualifié de facteur de production (de croissance) avec les deux autres facteurs précités (travail et capital).

Le progrès technique au sens strict est l'ensemble des éléments qui permettent d'améliorer les méthodes de production et d'augmenter la productivité. Le progrès technique se manifeste par des changements de machines, des nouvelles organisations du travail³. Au sens large, le progrès technique s'identifie aux nouvelles inventions et son application constitue une Innovation, plus précisément, le progrès technique résulte directement des innovations, c'est à dire de la mise en application d'une invention.

Le progrès technique est un donc un processus général de développement et perfectionnement des méthodes et moyens de production en réduisant de plus en plus l'effort humain. Le progrès technique se manifeste dans tous les secteurs d'activités (agriculture, industrie, services). Le progrès technique est donc facteur de croissance.

³ <http://brises.org/notion.php/progres-technique/innovation/invention>

Le modèle de Solow⁴, d'inspiration des néoclassique, se fonde sur une fonction de production donc de la croissance, à deux facteurs : le travail et le capital. La production résulte donc exclusivement de la mise en combinaison d'une certaine quantité de capital (moyens de production) et de travail (main d'œuvre). Augmenter la quantité de capital (c'est à- dire investir) augmente la croissance : avec un capital plus important, la main d'œuvre augmente sa productivité (dite apparente).

Toutefois, Solow a apporté une explication face au problème de croissance en France entre 1950 et 1970 qui, d'après lui, la moitié environ de cette croissance observée peut être expliquée par une croissance de la quantité ou de la qualité des facteurs (travail et capital) et le reste est un résidu, une sorte de don du ciel. Ce résidu est dû au progrès technique et qui permet d'améliorer l'efficacité de chacun des deux facteurs. Pour lui, le progrès technique améliore la productivité du facteur travail. Dès lors, croissance démographique et progrès technique jouent le même rôle pour expliquer la croissance. La démographie donne la quantité de travail, la technologie donne sa qualité. Or, c'est bien non seulement la croissance de la quantité de travail (croissance démographique) mais aussi la croissance de sa qualité (progrès technique) qui expliquent la croissance du facteur travail et donc de la production.

Cette notion de résidu qui est le progrès technique a été approfondie par **Joseph Aloïs Schumpeter**⁵. Pour lui, le progrès technique est une variable endogène c'est à dire, fait partie de la science économique. Le progrès technique est le principal facteur de la croissance. Les innovations entraînent l'expansion parce qu'elles engendrent des profits liés à la situation de monopole temporaire. Le progrès technique est l'œuvre d'un entrepreneur qui prend des risques donc l'acteur principal de l'innovation, c'est le chef d'entreprise. C'est lui qui prend le risque d'investir et d'innover. On voit donc que pour innover, l'entrepreneur fait des investissements afin d'obtenir les moyens nécessaires pour la mise en application des nouvelles inventions.

Lorsque ces innovations sont largement diffusées, leurs effets s'atténuent : c'est le déclin. Il faut alors une nouvelle innovation pour engendrer une nouvelle phase d'expansion. Schumpeter distingue 5 catégories d'innovation dont:

- Fabrication d'un bien nouveau.
- Introduction d'une méthode de production nouvelle.

⁴Robert M. Solow, « technical change and the aggregate production function », dans the review of economics and statistics, vol 39 aug. 1957

⁵ J.A. Schumpeter « théorie de l'évolution économique »
Source : analyse personnelle

- Ouverture d'un débouché nouveau.
- Conquête d'une source nouvelle de matières premières.
- Réalisation d'une nouvelle organisation

Selon Schumpeter donc, le progrès technique, qui n'est autre que l'innovation, est le principal facteur de croissance car il permet aux entrepreneurs de développer son entreprise. Et même en cas de crise c'est encore l'innovation qui lui permet de s'en sortir, Schumpeter: «Une innovation chasse l'autre»⁶. On peut ainsi présenter la contribution du progrès technique dans la croissance économique

3. Capital humain

LUCAS⁷ définit le capital humain comme étant l'ensemble des connaissances, qualifications, aptitudes, les compétences et les autres attributs de la population qui présentent de l'intérêt pour l'activité économique. Cette définition a été prise par l'OCDE dans son analyse sur les facteurs déterminants de la croissance. De son côté, à la base même de cette définition, la Banque mondiale a affirmé que l'ensemble des connaissances, compétences et données d'expérience que possèdent les individus et qui les rendent économiquement productifs constituent le Capital humain⁸.

Multiplés sont les études faites pour montrer la relation existant entre capital humain et croissance économique, mais force est de constater que ces études ont été basées sur le modèle de Lucas dans sa théorie de la croissance endogène, dans laquelle il a évoqué le rôle du capital humain dans la croissance économique et en justifiant le fait qu'un travailleur d'une qualification donnée soit plus productif que celui qui n'a reçu aucune formation.

Aussi, le modèle de BMS (Barro, Mankiw, Sala-i-Martin) en 1995 a attribué un rôle fondamental du capital humain dans la production et dans la croissance économique. Ainsi dans leurs études, si les individus ne sont pas innovateurs le progrès technique n'aura pas lieu.

L'éducation est considérée comme étant un investissement, et constitue l'élément clé qui accroît la productivité future des travailleurs et de la population donc contribue à la croissance. Ils affirment aussi que la différence de capital humain, mesuré par le quotient intellectuel (tant sur le plan affaire que technologique), est la cause des écarts existant entre PED et PD. Par conséquent, l'éducation, et/ou formation est un facteur de production

⁶ J.A. Schumpeter « théorie de l'évolution économique »

⁷ *Cours Macro dynamique : croissance, Chapitre V: le moteur de la croissance et l'économie des idées*, Université de Toulouse, 2007/08.

⁸ <http://www.worldbank.org>

supplémentaire et les dépenses faites en temps et argent pour ces deux facteurs sont considéré comme étant un investissement. En fait, l'éducation et les formations professionnelles permettent de créer et de fournir un capital humain plus qualifié permettant une incorporation plus effective du progrès technique et c'est ce dernier qui est facteur de croissance.

A base de ces différentes théories sur le capital humain, les études empiriques faites par divers pays et organisations ont renforcées l'idée du fait que le capital humain contribue efficacement à la croissance. Les études faites sur les facteurs de croissance en Canada au cours de la période de 1951 à 2001⁹ révèlent que l'éducation n'est tout simplement pas le produit de la croissance économique mais c'est l'inverse et que l'investissement dans le capital humain, comme l'éducation et le perfectionnement des compétences, a une incidence trois fois plus importante sur la croissance économique à long terme que l'investissement dans le capital physique¹⁰. En effet, l'éducation et les compétences participent à la croissance économique et que les progrès réalisés en matière de compétences se traduisent par une consolidation de la croissance économique. Outre ces facteurs mentionnés dans la théorie de la croissance d'autres facteurs représentent aussi comme des conditions nécessaires au développement.

4. L'épargne et investissement

D'après la formule de Ragnar Nurske selon laquelle « un pays est pauvre parce qu'il est pauvre » ceci sous-entend une faiblesse au niveau du revenu, ceci reflète que le développement est une question d'argent, c'est-à-dire besoin de fond pour accumuler le capital, ce dernier nécessite donc une somme importante d'épargne. L'épargne est insuffisante car le revenu est bas, ce qui va diminuer aussi la stimulation de l'investissement d'où pas de croissance. Dans une perspective de long terme, l'accumulation de l'épargne dépend de la répartition du revenu, et plus précisément, de la part du profit, valeur résiduelle après le retraitement des salaires et de la rente. Quand cette part est croissante, l'accumulation de l'épargne s'accélère d'où une augmentation de l'investissement, par conséquent évolution en termes de croissance, et dans le cas contraire, elle se ralentit.

A.Lewis propose une thèse selon laquelle la mise au travail de l'excédent de main d'œuvre, dans un secteur où la productivité marginale du travail est positive pour générer des profits croissants. Dans la mesure où l'élasticité-revenu de la demande de produit est

⁹ Le capital humain et les niveaux de vie dans les provinces canadiennes, Serge Coulombe et Jean-François Tremblay, Département de science économique, Université d'Ottawa (2006)

¹⁰ Résultats en littérature, capital humain et croissance, Le quotidien, Juin 2004, Canada

inférieure à 1, toute amélioration de la productivité dans l'industrie profitera à l'industrie : en effet la baisse des prix agricoles ne sera pas intégralement absorbée par un accroissement équivalent à la demande. On peut donc affirmer que « c'est l'agriculture qui finance l'industrie ».

Explication de la relation croissance-investissement

L'investissement entraîne une croissance forte car il agit à la fois sur la demande et sur l'offre. Le rôle moteur de l'investissement sur la demande économique a été souligné par **Keynes**. L'investissement de l'entreprise est une demande de machines auprès des producteurs de biens d'équipement. Ces derniers vont donc acheter des matières premières et des produits semi-finis, voire embaucher et donc relancer croissance et activité économique. Mais Keynes a surtout développé l'**effet multiplicateur** de l'investissement qui entraîne une croissance plus forte que son montant initial.

Ce côté exponentiel de l'investissement avait déjà été souligné en 1917 par l'économiste J.M. **Clark** sous le nom d'**effet accélérateur**. On peut résumer cet effet d'accélération en disant que suite à un investissement, l'entreprise va connaître une augmentation de ses ventes. L'accroissement de son bénéfice qui va en résulter l'incitera à nouveau à investir. On constate ainsi une progression ou une accélération plus que proportionnelle à la première demande initiale de l'investissement.

Keynes va développer cet aspect multiplicateur de l'investissement, mais à partir du revenu qu'il entraîne. Ainsi, l'investissement d'une entreprise conduit les salariés de l'usine produisant les machines commandées à bénéficier de revenus supplémentaires. Ils vont donc les dépenser en achetant d'autres biens de consommation qui vont eux-mêmes engendrer des revenus supplémentaires pour d'autres salariés qui, à leur tour, vont augmenter leurs achats. L'augmentation de cette demande dans différents secteurs conduit à multiplier la croissance bien au-delà du montant initial de l'investissement.

Cet effet multiplicateur sera d'autant plus élevé que la **propension marginale à consommer** sera forte, c'est-à-dire que le salarié consacrera à consommer la majeure partie du supplément de revenu qu'il perçoit.

L'investissement joue donc un rôle déterminant sur la croissance économique en raison de l'augmentation de la demande qu'il suscite. Mais il contribue également au développement économique par l'augmentation de l'offre qu'il entraîne.

L'**investissement de remplacement**, ou amortissement, permet une amélioration de la productivité de l'entreprise par l'utilisation de machines neuves plus performantes.

L'**investissement de productivité** ou de rationalisation, par la réduction de coûts de personnel qu'il entraîne, conduit l'entreprise à pouvoir baisser le prix du produit. Cette amélioration de sa compétitivité-prix lui permet d'augmenter ses parts de marché et donc d'accroître sa production.

La possibilité pour les PED, de se financer de façon endogène existe, à condition que l'Etat mobilise lui-même un surplus économique potentiel dans les principaux secteurs de production. Sur la base d'un modèle Harrod et Domar, selon lequel la croissance dépend de l'investissement, cette analyse avance l'hypothèse de la rigidité de l'offre à moyen terme, ce qui nécessite l'importation de biens et de services. Dans ce cadre, l'évaluation des besoins de financement dépend de quatre paramètres: épargne intérieure, l'investissement, les exportations X, les importations M. en fixant un taux cible de croissance, il est possible de déterminer les besoins de capitaux intérieurs pour l'investissement, compte tenu de la propension interne à épargner, et d'évaluer le solde de la balance commerciale propre à ce taux de croissance. Dans cette phase de prévision (ex ante), le déficit intérieur de l'épargne peut différer du déficit extérieur.

Le modèle de Chenery¹¹ a eu une importance considérable dans la pensée du développement ; mais il reflète la surestimation d'un seul facteur de l'investissement comme facteur de la croissance et de l'appui financier extérieur comme condition permissive. Il arrive un moment où, de toute façon « capital is made at home »¹², où l'investissement est une affaire interne, d'épargne endogène. Certains économistes parlent d'une tendance séculaire à la dégradation des termes de l'échange des produits primaires.

On a vu les différents fondements théoriques de la microfinance dans cette première partie à partir des différentes définitions des termes qui l'environne et les différentes théories afférentes aux activités des IMF. De ces points, on peut dire que la microfinance est un sujet non négligeable dans l'économie à cause de son étendue plus vaste pour la vie économique. Dans la partie suivante on va entamer les réalités de la vie des institutions de microfinance à Madagascar.

¹¹ Bliss, C., (1989), Trade and Development, pp. 1187-1240 dans Chenery, H. et T. N. Srinivasan, (éds.), Handbook of Development Economics, Volume 2, (Amsterdam : North Holland).

¹² R.Nurske

PARTIE II : ANALYSE EMPIRIQUE

Nous avons vu dans la partie précédente les fondements théoriques de la microfinance. La microfinance est un domaine plus ou moins complexe qui utilise plusieurs facteurs ou variables de l'économie. Presque toutes les grandes lignes de la pensée économique interviennent aussi dans l'explication de ce que c'est la microfinance et ses environnements. A Madagascar le secteur microfinance est un secteur toujours au moment de mutation et au plein essor aujourd'hui. Par exemple, le taux de pénétration des ménages dans les IMF environne le 30 %, avec une croissance en effectif de plus de 40% pendant la période 2012-2015. La prise en main de l'Etat de la stratégie de microfinance est en partie un des facteurs de ce développement. Dans cette partie d'analyse empirique, on va faire une investigation sur le secteur microfinance à Madagascar en donnant au premier lieu, les généralités du secteur et ensuite une analyse empirique avec les points saillants des statistiques récentes du secteur.

CHAPITRE III: GENERALITES SUR LA MICROFINANCE A MADAGASCAR

Madagascar est aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres du monde. Les données statistiques recueillies reflètent la dégradation des conditions de vie de la population au cours des dernières années. En effet, le taux de pauvreté en 2010 était de 76,5% contre 68,7% en 2005, soit un accroissement de 7,8 points sur la période. Pour sa part, le PIB par tête a diminué de 478 USD en 2009 à 444,6 USD en 2010. Après la forte récession observée au cours de l'année 2009, la croissance de l'économie affiche un taux légèrement positif de 0,6% en 2011. Toutefois, l'économie du pays demeure vulnérable aux chocs internes et externes. Dans ce cadre, l'Etat a donné une partie de devoir aux institutions de microfinance pour résoudre le problème de l'extrême pauvreté à Madagascar en mettant en place depuis juin 2004 la SNMF ou Stratégie Nationale de Microfinance.

Section 1 : Les caractéristiques de la microfinance à Madagascar

A. Historique de la microfinance à Madagascar

L'histoire de la microfinance comporte trois périodes distinctes : avant 1990, de 1990 à 1995 et 1996 à nos jours. Ainsi, l'origine de la microfinance à Madagascar remonte près

d'une vingtaine d'années. Les défaillances du système bancaire en milieu rural ont favorisé la création des Institutions de Microfinance (IMFs) à partir de 1990 à Madagascar.

1. L'origine : avant 1990

Aucune Institution de microfinance n'existait encore à cette époque. Néanmoins, la BTM, Banque Nationale depuis 1976 et reprise en 1999 par la Bank Of Africa (BOA) dans le cadre de sa privatisation, était la seule banque qui intervenait dans le secteur de la microfinance. Mais ses activités dans ce domaine étaient limitées à l'octroi de crédit aux paysans et n'atteignaient qu'une frange limitée de la population rurale. L'intervention de cette banque en faveur du secteur de la microfinance s'est toutefois maintenue après sa récente privatisation.

2. 1990 – 1995 : phase d'émergence des IMFs.

L'émergence des IMFs a été surtout favorisée par la conjugaison des interventions de trois entités : les Bailleurs de fonds (Banque Mondiale, Union Européenne, Agence Française de Développement, Coopération Allemande, Inter-coopération Suisse, ...), le Gouvernement au travers de sa politique en faveur de ce secteur avec le concours du financement de la Banque, au cours de cette période, de nombreuses IMFs, mutualistes ou non mutualistes, se sont créées à Madagascar. Les IMFs Mutualistes créées au cours de cette période sont le CECAM/FERT en 1993 dans la région du Vakinankaratra, l'ECA/CIDR en 1990 dans la région de Marovoay, l'OTIV/DID en 1994 dans la région de Toamasina et du Lac Alaotra, l'ADéFI en 1995 à Antsirabe, le TIAVO/WOCCU en 1995 à Fianarantsoa, les IMF non mutualistes sont : le SIPEM, qui a été créée en 1990 à Antananarivo. Son rayon d'action est limité à 30 Km, le VOLA MAHASOA/CIDR, créée en 1993 et implantée dans la partie Sud de l'Ile, à Tuléar, l'APEM/PAIQ, créée en 1987, intervient par système de partenariat sur Antananarivo et Tuléar, l'EAM, initiée sous forme de projet en 1990, transformée en Association de droit malgache en 1996, elle a acquis la pérennisation financière depuis la fin de l'année 1998, la CEM, la plus ancienne Institution Financière qui pratique le volet épargne orientée vers les populations ayant des bas revenus, la CEFO, MICROCRED et PAMF (Première Agence de microfinance)

3. La phase de développement et de croissance

Cette phase (depuis 1996) a été marquée par l'extension géographique et la consolidation des réseaux préexistants par exemple ; pour l'OTIV/DID, extension des activités avec l'ouverture de nouvelles caisses dans la zone périurbaine de la capitale Antananarivo et du Nord Est (SAVA) en 1996, puis dans la zone urbaine d'Antananarivo en 2000. Celle du CECAM/FERT : une première extension du réseau a eu lieu à partir de 1996 dans les régions d'Amoron'i Mania, Vakinankaratra et Ivon'Imerina sur les Hautes Terres Centrales. Une deuxième extension en 1998 a permis au réseau de s'installer dans le Moyen Ouest (Bongolava et Itasy), le Nord-Ouest (Sofia) et sur la Côte Ouest (Menabe). Pour le TIAVO/IRAM : redynamisation du réseau avec l'arrivée du nouvel opérateur IRAM en 1999 et extension du réseau dans le Sud Est à Manakara et Farafangana. L'AECA/CIDR , l'extension du Réseau AECA à Ambato Boeni en 1998. Et l'EAM, Projet appuyé par PNUD/BIT depuis 1990, s'est transformé en Association en 1996. A partir de 1999, EAM s'est érigée en Institution de MicroFinance Non Mutualiste

B. Les différents types des IMF à Madagascar

La loi prévoit un régime adapté pour l'accès à la profession et pour le contrôle. Pour cela les IMF se voient classer en 3 niveaux. L'approche retenue par la présente Loi est basée sur une classification des institutions de microfinance¹³.

La Loi distingue 3 niveaux progressifs d'IMF³ que ces institutions soient à caractère mutualiste ou non. Plus le niveau est élevé, plus les opérations sont complexes, les ressources, l'organisation, le degré d'institutionnalisation et le contrôle plus développés. Les objectifs en matière de contrôle des établissements de crédit étant la protection des déposants et la sécurisation du secteur financier, ces exigences peuvent, pour les IMF, varier en fonction de leur taille et selon que l'institution peut collecter ou non les dépôts du public.

Concernant la collecte de l'épargne, une distinction est faite entre les IMF à caractère mutualiste qui ne peuvent pas collecter les dépôts du public, et les IMF non mutualistes qui le peuvent sous certaines conditions. Ces dernières peuvent recevoir des dépôts du public si elles bénéficient d'un agrément au niveau le plus élevé (IMF 3) ou, lorsqu'elles sont au moins en niveau 2 et qu'elles sont constituées sous forme de société anonyme à capital fixe comportant plusieurs actionnaires.

¹³ Loi 2005 relative à l'activité et au contrôle des IMF

En raison de la faiblesse de leur taille et de la limitation de leur activité à certains types de dépôts à leurs membres, les IMF 1 doivent prévoir un système de contrôle satisfaisant en vue de l'obtention d'une « licence » par l'autorité de supervision des établissements de crédit, acte qui leur permet de se livrer à leurs premières activités.

L'autorisation d'exercer des IMF de niveau 2 et des IMFs de niveau 3 prendra la forme d' « Agrément » octroyé par l'autorité de supervision des établissements de crédit. Toutefois, sur la substance économique, les IMF de niveau 2 sont à compétences et risques moyens alors que les IMF de niveau 3 sont dotées d'une assise financière et de compétences techniques avérées, proches de celles des banques traditionnelles, la nature de leurs opérations les classent dans la tranche supérieure de la microfinance.

Au-delà de certains seuils à fixer par instructions, l'autorité de supervision des établissements de crédit, actuellement Commission de Supervision Bancaire et Financière CSBF, peut exiger le passage dans la catégorie supérieure afin de mettre les contraintes réglementaires en adéquation avec les risques auxquels s'expose l'institution.

Les IMFs sont au nombre de 30 au 31 décembre 2015, dont 25 IMF (*cf. tableau 1*), 01 Etablissement Financier IFRA et 04 Banques territoriales : BOA MADAGASCAR, ACCESBANQUE MADAGASCAR, MICRORED BANQUE MADAGASCAR et SIPEM BANQUE.

Niveau	IMF	Nombre
Niveau 1 non mutualistes	CEFOR, VAHATRA, MAMPITA, HARDI-FINANCE, MUTUA FIDE MICROFINANCE, TITEM, ORDIMIC, VATSY, ODRD, PAPM, APEM PAIQ S.A., PAPM	11
Niveau 2 mutualistes	OTIV DIANA, OTIV TANA, OTIV SAVA, OTIV ALAOTRA MANGORO, FIVOY, OTIV ZONE "LITTORAL", TIAVO, OTIV BOENY MAHAJANGA	08
Niveau 2 non mutualistes	EAM FINANCES SARL, VOLAMAHASOA, MADA CREDITO	03
Niveau 3 non mutualistes	ACEP MADAGASCAR, PAMF	02
Niveau 3 mutualistes	CECAM	01

Source : Coordination Nationale de la Finance Inclusive - CNFI

Tableau 1 : Tableau de classification récapitulative des Institutions de microfinance et des Etablissements de Crédit exerçant des activités de microfinance.

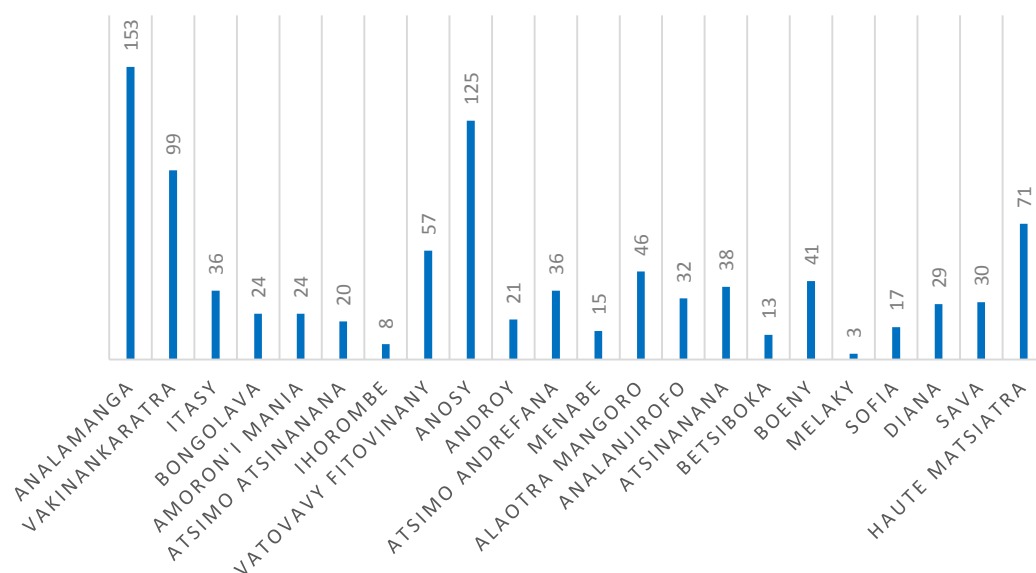
C. Répartition spatiale des IMF à Madagascar

Globalement, les institutions de niveaux 2 et 3, et les banques territoriales interviennent dans plusieurs régions et détiennent à leur actif de nombreux points services. On peut citer entre autres :

- (i) le RESEAU CECAM, IMF de niveau 3 mutualiste, disposant 224 caisses éparpillées dans 19 Régions,
- (ii) PAMF, IMF de niveau 3 non mutualiste, disposant 13 agences éparpillées dans 6 régions,
- (iii) et MICROCRED BANQUE MADAGASCAR, banque territoriale, disposant 31 Agences se trouvant dans 16 Régions.

Plusieurs régions, comme celles d'Analamanga et de Vakinankaratra se trouvent mieux desservies par les services de microfinance, en termes de couverture géographique (*cf. tableau ci-après*).

Par contre, d'autres régions, entre autres, celles de Melaky et de Betsiboka restent faiblement couvertes. En effet, les contraintes de couverture sont liées à la faible densité de la population, l'enclavement ainsi que l'état dérisoire des infrastructures de la Région.



Source : Source : Coordination Nationale de la Finance Inclusive – CNFI 2015

Figure 1 : histogramme de la répartition des points de services par région (Situation au 31/03/2016)

Section 2 : évolution des IMF de Madagascar entre 2012 et déc. 2015

Les institutions de micro finance (IMF) ne cessent d'évoluer à Madagascar durant ces dernières années quoique la crise socio politique perdure. A fin Septembre 2014, le secteur comprend 27 IMF agréées dont 10 mutualistes et 17 non mutualistes. Par ailleurs, 04 établissements de crédits exercent habituellement des activités de micro finance dont 03 banques territoriales [Accès Banque Madagascar (ABM), MICROCRED Banque Madagascar et Société d'Investissement pour la Promotion des Entreprises à Madagascar (SIPEM)] et 01 établissement financier (Institution Financière Régionale de l'Anosy).

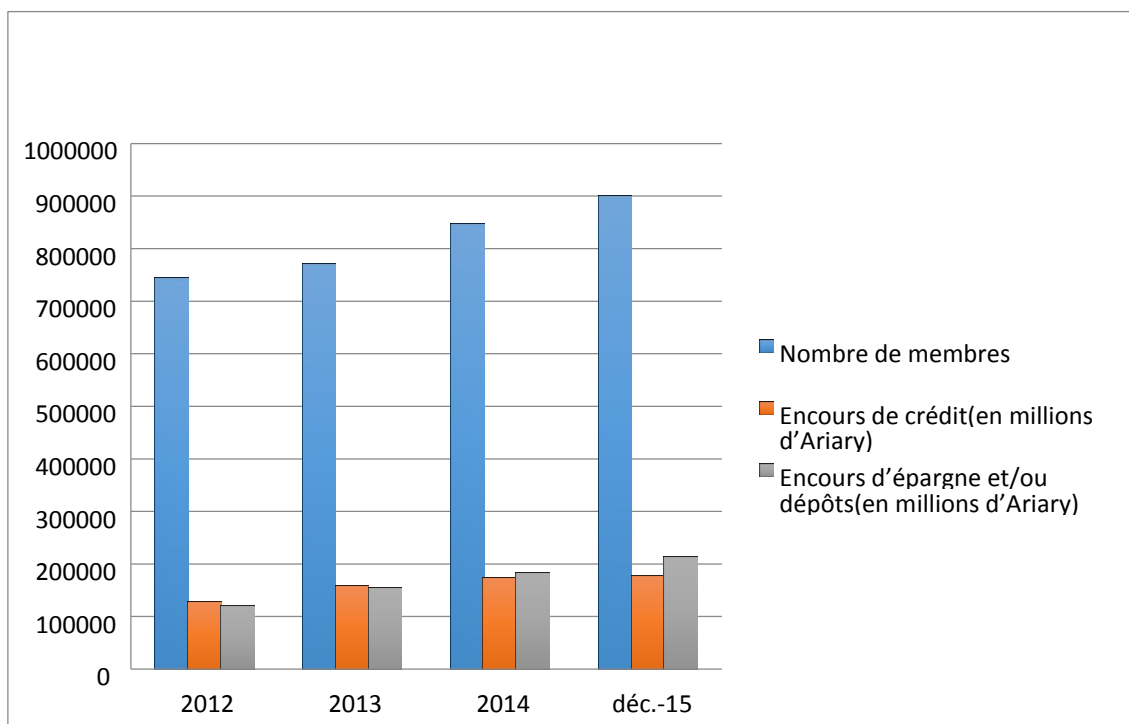
A. Evolution des IMF mutualistes

Les IMF mutualistes sont les IMF le plus souvent rencontré à Madagascar

	2012	2013	2014	Déc2015
Nombre des caisses	534	556	605	630
Nombre de membres	743070	770721	847616	899673
Nombre des femmes membres	42.48	42.92	43.8	43.88
Encours de crédit(en millions d'Ariary)	127437	157662	173067	176733
Encours d'épargne et/ou dépôts(en millions d'Ariary)	119859	154943	182533	213482

Source : Coordination Nationale de la Finance Inclusive – CNFI 2015

Tableau 2 : Evolution des activités des IMF mutualiste



Source : Coordination Nationale de la Finance Inclusive – CNFI 2015

Figure 2 : diagramme d'évolution des IMF Mutualistes

Pour les IMF mutualistes, durant la période de l'année 2012 jusqu'à la fin de l'année 2015, le nombre des caisses de ces institutions passe de 534 à 630 donc il y a implantation de 96 nouvelles caisses pendant au plus 3 ans. On constate aussi une augmentation de 21,08% du nombre des membres et 3.3% de nombre des femmes entrant dans cette institution. L'encours de crédit passe de 127 437 à 176 733 millions d'Ariary une augmentation de 38,68% et 78,11% pour l'encours de dépôt et/ou d'épargne.

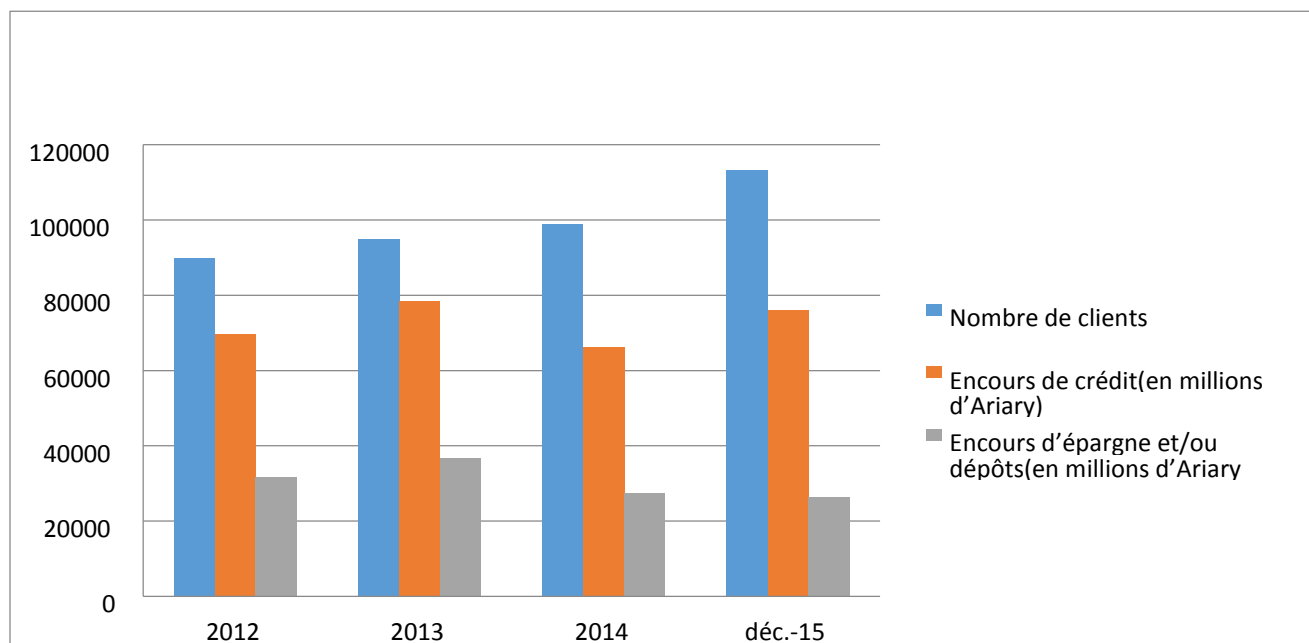
Pendant ce période, on observe une augmentation importante des membres qui est presque proportionnelle au volume des encours d'épargne et/ou dépôts tandis que pour les encours de crédit l'augmentation est soutenable.

B. Évolution des IMF non mutualistes

	2012	2013	2014	Déc2015
Nombre de points de services	210	214	209	225
Nombre de clients	89973	94938	98976	113407
Nombre des femmes membres	58.54	58.48	59.97	60.17
Encours de crédit(en millions d'Ariary)	69560	78426	66325	75961
Encours d'épargne et/ou dépôts(en millions d'Ariary)	31643	36724	27445	26416

Source : Coordination Nationale de la Finance Inclusive – CNFI 2015

Tableau 3: Evolution des activités des IMF non mutualistes



Source : Coordination Nationale de la Finance Inclusive – CNFI 2015

Figure 3 : diagramme d'évolution des IMF non mutualistes

Pendant la période 2012-déc. 2015, il y a création de 15 nouveaux points de services d'institution de microfinance non mutualistes et une augmentation de nombre de

clients de 26,05% dont la participation féminine augmente de 2,8%. L'encours de crédit augmente de 9,2% et l'encours d'épargne diminue de 16,52%.

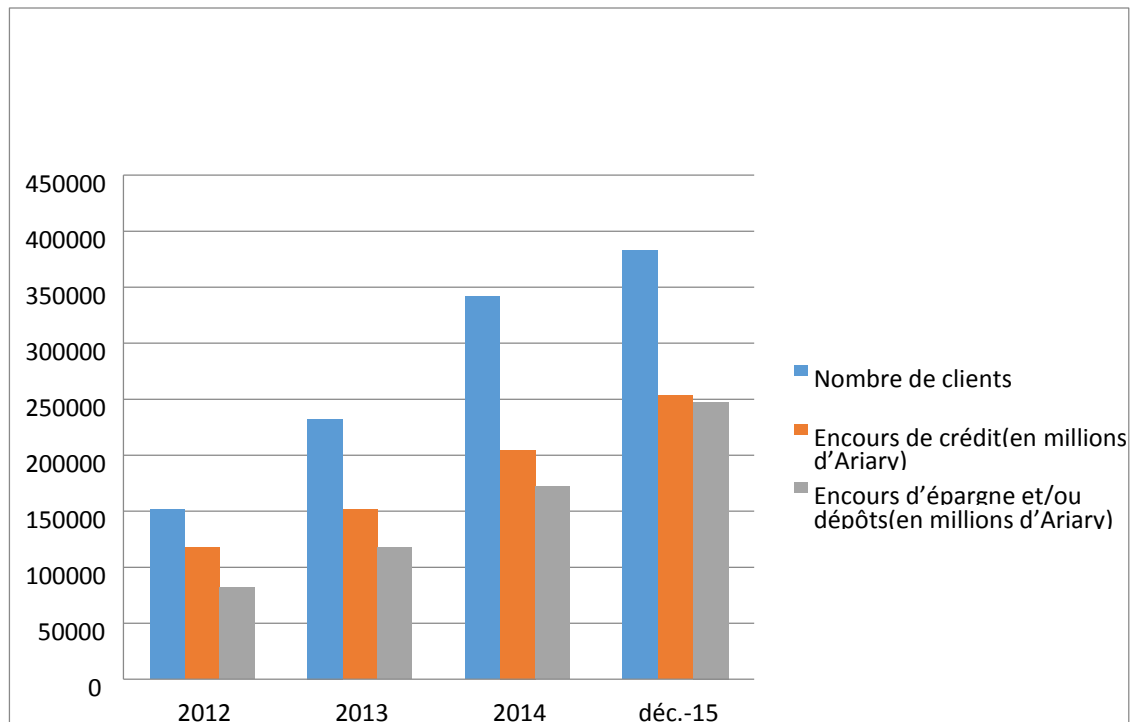
Pendant ce période, le nombre de clients s'est accru aussi mais l'encours de crédit ainsi que ceux de l'épargne fluctue. On observe une diminution remarquable pour l'année 2014, ceci est dû à la fermeture de certaines caisses.

C. Evolution des activités des autres catégories d'EC exerçant des activités de microfinance

	2012	2013	2014	déc 2015
Nombre de points de services	1	0	6	2
Nombre de clients	51640	32416	41836	82788
Nombre des femmes membres	5.3	5.98	6.19	5.94
Encours de crédit(en millions d'Ariary)	17763	51594	04742	53326
Encours d'épargne et/ou dépôts(en millions d'Ariary)	2027	17766	72203	47563

Source : Coordination Nationale de la Finance Inclusive – CNFI 2015

Tableau 3 : Evolution des activités des autres catégories d'EC exerçant des activités de microfinance



Source : Coordination Nationale de la Finance Inclusive – CNFI 2015

Figure 4 : Diagramme d'évolution des activités des autres catégories d'EC exerçant des activités de microfinance

L'évolution des activités des autres catégories d'établissement de crédit exerçant des activités de microfinance est très remarquable parce que durant 3 années on constate que le nombre de points de services est doublé. Avec une augmentation de 152,43% et dont 1.16% pour la participation féminine. L'encours du crédit augmente de 115,12% et l'encours de l'épargne est de 201,8% pour l'encours d'épargne.

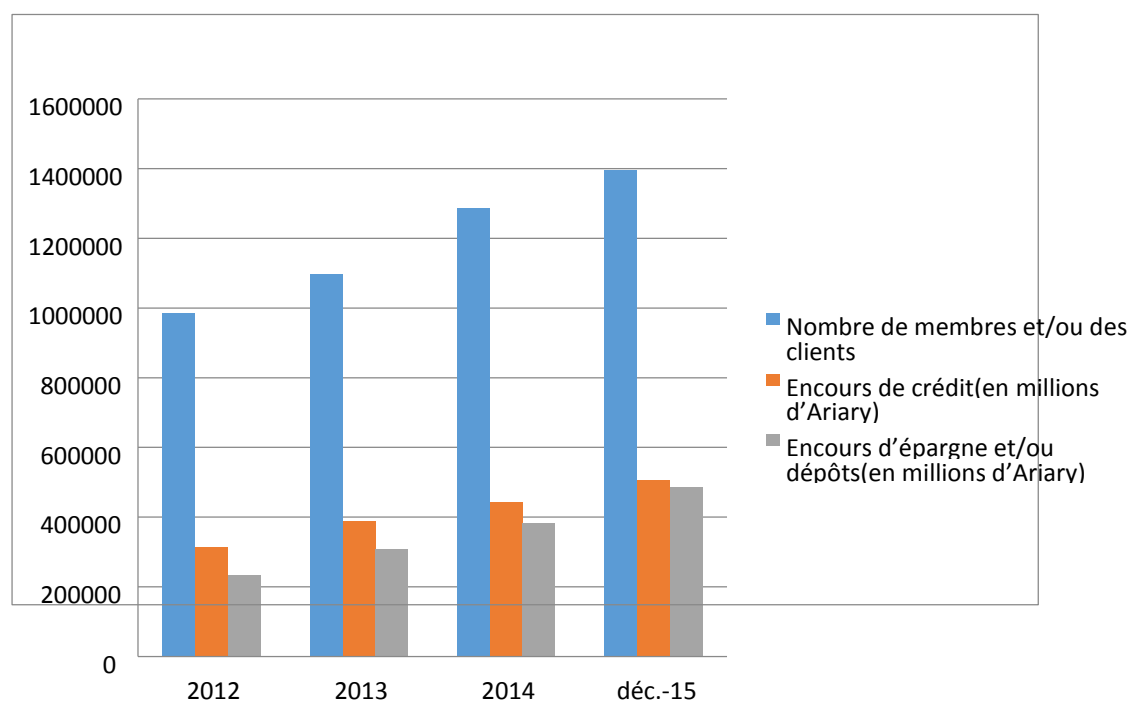
Pendant ce période, l'essor des autres établissements de crédit exerçant des activités de microfinance est plus important. En effet, les autres institutions financières comme les banques et les particuliers se basculent dans la microfinance en profitant des demandes de financements des personnes exclues du système financier formel et surtout les paysans enclavés.

D. Statistiques consolidées des IMF

	2012	2013	2014	Déc2015
Nombre des points de services	785	820	890	937
Taux de pénétration des ménages	22.69	24.61	28.1	29.6
Nombre de membres et/ou des clients	984683	1098075	1288428	1395868
Pourcentage des femmes membres et/ou clients	45.92	43.03	48.33	48.51
Encours de crédit(en millions d'Ariary)	314791	387682	444144	506021
Encours d'épargne et/ou dépôts(en millions d'Ariary)	233530	309434	382182	487462

Source : Coordination Nationale de la Finance Inclusive – CNFI 2015

Tableau 4 : Tableau d'évolution de statistiques consolidées



Source : Coordination Nationale de la Finance Inclusive – CNFI 2015

Figure 5 : diagramme d'évolution de statistiques consolidées des IMF

En somme, on observe une augmentation de 152 points de services ou caisses durant ces 3 années, le taux de pénétration global des clients dans les institutions de microfinance passe de 22,69% en 2012 jusqu'à 29,6% en déc.2015. L'effectif de membres connaît une augmentation de 41,76% et dont 5,64% d'augmentation pour la participation des femmes.

Pour le volume de l'encours de crédit, sa valeur passe de 3144791 à 506 021 millions d'Ariary c'est-à-dire une augmentation de 60,75% et pour l'encours d'épargne ou de dépôt sa valeur passe de 233 530 à 487 462 millions d'Ariary soit une augmentation de 108,74%.

Pour les statistiques consolidées, les 3 variables dont le nombre de membres, l'encours de crédit et l'encours d'épargne et/ou de dépôt augmentent d'une allure très nette. Donc les institutions de Microfinance de Madagascar évoluent du point de vue quantitatif, pour la suite on va analyser l'impact direct de l'évolution de ces IMF sur la vie de la population en prenant comme exemple.

CHAPITRE IV : IMPACTS ET ROLES DE LA MICROFINANCE

On a vu dans le chapitre précédent que les institutions de microfinance à Madagascar ne cesse de se développer et sont toujours en son plein essor aujourd'hui. On a vu aussi qu'il existe 3 types d'IMF à Madagascar. Mais, la répartition spatiale des postes de services de ces IMF est inégale dans le territoire malgache. Dans ce nouveau chapitre, on va expliquer les différents rôles de la microfinance dans l'économie par d'abord ses rôles sur les ménages, ensuite sur les microentreprises et ses rôles sociaux.

Section 1 : Impacts de la microfinance sur les ménages¹⁴

Les évaluations à propos du secteur microfinance doit toujours faites en passant par la situation des domaines d'intervention, à Madagascar on analyse la microfinance par rapport à l'agriculture qui est la principale activité de la population. Ensuite on entame aussi les microentreprises rurales ou urbaines dont utilise la microfinance comme source de finance.

A. Situations de Madagascar

1. agriculture

71% des ménages malgaches sont impliqués dans l'agriculture. Pour cela, 18% des dits ménages consomment entièrement leurs productions, tandis que 9% seulement pratiquent l'agriculture à but exclusivement commercial. Cette situation est dû généralement à la petite taille des terrains à cultiver, la non maîtrise ou le manque d'eau ainsi que le faible rendement des récoltes. La grande majorité de ces ménages, soit 73%, pratique l'agriculture mixte qui consiste à consommer une partie de leurs productions alors que l'autre partie est destinée à la vente. Les causes des problèmes rencontrés par les agriculteurs malgaches sont multiples, notamment la sécheresse, les catastrophes naturelles détruisant les cultures ou obstruant les canaux d'irrigation par l'ensablement, mais également le manque d'outils et d'équipement et, la rareté des semences améliorées. En outre, la plupart des agriculteurs ne sont pas propriétaires de leurs terrains.

¹⁴ Enquête FINSOP 2015

2. Inclusion financière

L'enquête dévoile que 12% des adultes malgaches sont bancarisés alors que 26% sont affiliés à des institutions formelles non bancaires, comme les institutions de microfinance ou autres. Le revers de la médaille, selon toujours cette enquête consommateur, c'est que 41% des adultes malgaches sont financièrement exclus. Ce terme concerne ceux qui n'utilisent aucun produit ni service financier formel ou informel pour la gestion de leur vie financière.

En termes de localisation, 26% des adultes en milieu urbain sont bancarisés contre 7% seulement en zone rurale. L'exclusion financière est très importante dans les zones rurales puisqu'elle touche 46% des adultes contre 31% en milieu urbain. Et 42% des hommes adultes sont financièrement exclus, un chiffre qui se rapproche des femmes exclues financièrement qui est de 41% des femmes adultes malgaches. L'informel règne en maître en milieu rural puisqu'il touche près de 35% des adultes malgaches, contre 15% dans les villes.

3. Produits et Services Financiers

En brossant le tableau des produits et services financiers à Madagascar, cette enquête révèle qu'en termes d'épargne et d'investissements, 41% des adultes malgaches n'ont pas d'épargne, tandis que 15% gardent toutes leurs épargnes à la maison, n'utilisant aucun mécanisme d'épargne formel ni informel. Seuls 7% des adultes malgaches, au moment de l'enquête, reconnaissent utiliser des produits d'épargne auprès d'une banque commerciale. Ce dernier chiffre n'exclut pas l'utilisation par ces mêmes adultes d'autres mécanismes d'épargne tels que les mécanismes formels non bancarisés, les mécanismes informels (dans le bétail) ou encore l'épargne à la maison. Et 40% des adultes qui épargnent à la maison reconnaissent le faire dans un lieu secret.

44% des citadins et 41% des ruraux n'épargnent pas. Ce qui conforte les chiffres sur l'exclusion financière. En milieu urbain, près de 18% des adultes déposent leurs épargnes à la banque, alors qu'ils ne sont que 3% en milieu rural. Et si 16% des ruraux déposent leurs épargnes chez eux, à la maison ou dans un endroit secret, ils sont de 13% à le faire dans les zones urbaines.

Pour ce qui est d'emprunt et de crédit, 69% des adultes malgaches déclarent ne pas emprunter du tout, ni auprès de leur famille ni auprès des amis ou connaissances. Seuls 2%

des adultes malgaches ont recours aux produits de crédit et d'emprunt d'une banque commerciale. Néanmoins, ce chiffre n'exclut pas des recours à d'autres produits d'emprunt et de crédit comme l'emprunt auprès des amis par exemple.

En termes de localisation, 69% de ruraux et 70% de citadins déclarent ne pas emprunter du tout, contre 1% de ruraux et 4% de citadins qui le font auprès des banques commerciales. Si 22% des adultes dans la campagne reconnaissent emprunter auprès de leur famille ou de leurs amis, ils sont près de 17% à le faire en milieu urbain.

Près de 92% des adultes malgaches, au moment de l'enquête, restent non assurés et ce, malgré qu'ils déclarent être confrontés à des risques. En cause, le manque de sensibilisation et d'éducation sur les avantages de la souscription d'assurance. Ainsi, 20% reconnaissent ne pas avoir assez de connaissance sur ce produit.

Seuls 8% des adultes ont une assurance de façon formelle, dont 27% pour véhicule à moteur, 16% en fonds de pension et 10% en assurance médicale. L'informel a aussi sa place dans l'assurance et gestion de risques puisqu'il concerne 4% d'adultes à Madagascar. Il s'agit notamment de la dépendance sur le système de solidarité ou de la communauté pour 41% de ces assurés informellement.

B. Les rôles des IMF dans la vie des ménages

La proportion des adultes non bancarisés est trop élevée donc, ne pratique presque aucune opération financière comme l'épargne et le crédit. Le problème est beaucoup plus grave pour les paysans avec un taux de bancarisation de 7%. Le problème de financement est supposé comme naturel chez les paysans car ils ont dû mal à assurer son autofinancement. Pour procurer un capital pour mobiliser ses activités, ces individus doivent demander le secours aux IMF qui leur octroie un crédit. On peut dire que le premier rôle des IMF est **l'octroi de financement pour les personnes exclu du système financier formel pour promouvoir ses investissements** en milieu rural. La microfinance favorise l'accès des petits producteurs à des services financiers de proximité et adaptés à leurs activités. Ce qui va permettre une certaine amélioration des moyens de production par la voie de l'investissement. Par la suite, une augmentation de la productivité et un accroissement du revenu. Lorsque le revenu du producteur accroît, celui-ci pourrait avoir l'opportunité d'obtenir plus de

financement. A long terme, cette augmentation de la productivité va engendrer un développement dans le monde rural.

Prenons l'exemple de crédit-bail dans le réseau CECAM :

L'expérience de LVM du réseau CECAM démontre que le crédit-bail adapté à la microfinance, est une innovation permettant de financer l'investissement agricole et rural à une échelle significative pour le développement. L'étude d'impact montre que le produit LVM bénéficie auprès de ses utilisateurs d'un indice de satisfaction relativement élevé (58 % des utilisateurs s'en disent pleinement satisfaits). Cette perception positive de ce crédit est motivée d'abord par le fait que le LVM est une des seules possibilités des ménages d'accéder au financement de l'investissement. Certains ménages pauvres et moyens utilisent le LVM pour acquérir des moyens de transport de proximité (vélo, moto...) facilitant les déplacements de la famille, mais aussi le transport des récoltes mais la LVM est surtout à vocation agricole.

D'après leurs utilisateurs (échantillon d'impact 2006), les « LVM agricoles » ont principalement permis de réduire les charges de main d'œuvre (par équipement en traction animale), d'augmenter les surfaces cultivées, de dégager du temps pour d'autres activités productrices, alors que les « LVM non agricoles » ont principalement favorisé la diversification non agricole (par création d'une activité nouvelle ou extension d'une activité existante).

Le LVM est habituellement utilisé en combinaison avec des crédits de court terme : crédit productif, GCV, social, ou crédit commercial. Les enquêtes qualitatives montrent que l'efficacité du LVM est fortement liée à ces combinaisons de crédit.

La microfinance permet une meilleure collecte de l'épargne des ménages et des petits entrepreneurs pour les refinancer dans des projets de développement ruraux et pour offrir de crédit aux paysans pour leurs besoins en matière d'investissement. A travers les projets de développement les producteurs ruraux peuvent se développer plus rapidement. La présence des projets de développements permet l'acquisition d'une modernisation des techniques de production au profit des petits producteurs du monde ruraux, et en conséquence une amélioration de la production en terme de quantité qu'en qualité. Outre les moyens et technique de production, suite à l'amélioration de la production, ce dernier peut avoir des débouchés dans les marchés régionaux qu'internationaux. Entre autre, les paysans peuvent faire face aux normes recherchées par les marchés internationaux, d'où un passage de l'économie de subsistance à une économie de marché. Par la suite, les prix de ces productions

peuvent augmenter et à son tour permet d'augmenter le revenu des producteurs et sa niveau de vie.

Pour ce qui concerne le développement rural à Madagascar, la promotion de la microfinance se présente comme une condition préalable à la croissance rurale à travers l'accès aux financements. En effet, la libéralisation financière favorise l'augmentation de l'offre de crédit et en conséquence, la baisse des coûts d'accès à ce financement notamment pour les paysans pauvres. La modernisation du secteur agricole peut permettre l'amélioration de la condition de vie en milieu rural d'une part, et répondre aux besoins des marchés régionaux qu'internationaux d'autre part. La recherche des sources de financement pour atteindre ces objectifs se pose comme un défi. La demande de financement reste encore en très grande partie non couverte. Les paysans nécessitent d'un fond assez volumineux pour pouvoir réaliser une importante productivité.

La promotion de l'activité des institutions de microfinance permet à l'offre de crédit de **couvrir le plus possible les besoins des paysans en matière de financement**. La SNMF se propose notamment de « rassembler les acteurs autour d'actions aptes à renforcer le secteur et à le développer. Son objectif est de disposer d'un secteur de la microfinance professionnel, viable et pérenne, intégré au secteur financier, diversifié et innovant, assurant une couverture satisfaisante de la demande du territoire et opérant dans un cadre légal, réglementaire, fiscal et institutionnel adapté et favorable ».

C. Impacts et rôles des IMF sur les microentreprises

D'après l'enquête 1-2 (phase 2) effectuée par l'INSTAT sur les microentreprises du secteur informel en 2012 (ENEMPSI 2012)¹⁵. Les microentreprises emploient 3 312 000 personnes, produisent 7 472 milliards MGA de biens et services et dégagent une valeur ajoutée estimée à 4 840 milliards MGA, soit 24% du PIB de 2012 et 36% du PIB marchand non agricole. Près de 70% des microentreprises opèrent dans le milieu rural.

1. Résultats de l'enquête :

Seuls 6% des microentrepreneurs ont fait une demande de crédit auprès d'Institutions de microfinance. Le microcrédit n'est pas le moyen de financement privilégié par les ruraux étant donné la prédominance de l'épargne des ménages et des dons. Cependant, 50,22% des

¹⁵ Impact de la microfinance sur l'économie rurale à Madagascar – Cahier de Recherche en Analyse Economique n°23, mars 2014.

dirigeants de microentreprises enquêtés ont déclaré **que le microcrédit les a aidés à résoudre leur problème de trésorerie**. 43% des enquêtés ont affirmé que le microcrédit a contribué à **l'augmentation du volume de leurs ventes**. 22,55% des microentrepreneurs répondants ont évoqué que le microcrédit leur a permis **de diversifier leur production**. 22,26% des enquêtés ont déclaré que le microcrédit a amélioré leur compétitivité. Juste 2% des microentrepreneurs disent avoir recruté une main d'œuvre supplémentaire après avoir contracté un microcrédit.

2. Interprétations

La faible pénétration des microentreprises dans le secteur de microfinance est expliquée par l'aversion des microentrepreneurs face aux produits proposés. En effet, microcrédit n'a pas d'impact sur l'investissement des microentreprises rurales, car il est supposé comme simplement une solution temporaire pour le problème de trésorerie. Par contre, le microcrédit permet d'augmenter la production en volume car il impacte positivement sur l'achat de matières premières des microentreprises rurales donc sur les règlementations des charges pour ces entreprises ainsi que sur ses chiffres d'affaire. Le microcrédit n'améliore pas le revenu brut engrangé par les microentreprises rurales mais exerce une influence positive sur la formalisation des microentreprises rurales informelles.

3. Les principales causes de la réticence des microentreprises rurales à recourir au microcrédit :

Il existe plusieurs causes entraînant la réticence des microentrepreneurs **rurales** à recourir à la microfinance. Les démarches à suivre donne déjà une des difficultés par exemple au niveau de la complexité des démarches à suivre pour l'octroi et aussi au type et valeurs des garanties exigées. Ce problème associé avec le taux d'intérêt trop élevé des IMF ainsi que l'échéance du crédit trop court explique le rejet par les microentrepreneurs des produits de microfinance dans le monde rural.

Dans cette section, on a cité quelques rôles et impacts des IMF chez les 2 types d'agents économiques les rôles sociaux et les rôles économiques. Il y a des impacts négatifs et des impacts positifs chez les agents. Dans la section suivante, on

Section 2 : quelques problèmes de la microfinance à Madagascar

A. Baisse du taux de remboursement

La mauvaise gestion est en partie à la base de ce mauvais résultat, le secteur de la microfinance nécessitant des règles strictes pour son fonctionnement. Un autre facteur exogène est que certains clients discernent mal la limite entre microcrédit et subvention, et ne comprennent pas particulièrement qu'ils doivent rendre la somme qui leur a été octroyée. Ceci est encore plus fréquent lorsque la plupart de la population est analphabète. Et finalement, la concurrence entre IMF est aussi problématique.

Par exemple, dans une même rue on peut trouver 5 ou 6 IMF.

B. Situation Institutionnelle des IMF

Aujourd'hui, les IMF ont un statut juridique d'association. Nous avons déjà vu que ce statut leur procure des avantages, mais freine leur croissance, et leur accès à de nouvelles sources de financement. L'expression « La très petite entreprise reste trop grande pour la microfinance et trop petite pour la banque » illustre très bien l'impasse dans laquelle se trouvent les IMF et les microentreprises aujourd'hui dans le sens où, une fois la micro-entreprise lancée, il doit y avoir une meilleure adéquation de l'offre des IMF et une proposition de services différents aux microentrepreneurs (épargne, micro-assurance...), ce qui n'est pas le cas encore aujourd'hui à Madagascar. D'un autre côté, les banques commerciales ne sont pas non plus adéquates pour répondre à la demande de ces IMF. D'où, on se retrouve dans une étape "intermédiaire" qui détériore l'amélioration qui a eu lieu avec le microcrédit.

Pour cela, dans le cas où un changement institutionnel n'a pas lieu et, afin d'améliorer la rentabilité, il y a/aura sûrement une volonté de consolidation dans le secteur de la microfinance : les petites associations (plusieurs milliers de clients) risquent de fusionner avec les plus grandes (qui comptent des centaines de milliers de clients). Ceci permettrait de gagner en économie d'échelle, et surtout de réduire en coûts opérationnels.

C. Surendettement des clients

Nous avons aussi vu que l'un des problèmes auxquels font face les IMF est le problème du surendettement et les crédits croisés. Ce problème est surtout dû à la concurrence entre les IMF et le manque de régulation et de suivi intra-IMF.

Le projet en soi est bénéfique, mais nécessite des mesures supplémentaires pour un fonctionnement optimal. Normalement, cette nouvelle mesure doit être imposée à toutes les IMF. Mais comme elle est récente, on ne sait pas dans quelle mesure toutes les associations l'appliquent.

Le 2ème problème lié à ce projet est qu'il n'y a pas de règles et de seuils d'endettement autorisés. Une fois que l'agent de microcrédit constate que le demandeur est déjà endetté, il le note sur le rapport qu'il renvoie à la commission chargée d'octroyer les crédits de son IMF. Celle-ci décide ou pas de prêter à cette personne, mais il n'existe pas de critères clairement définis pour refuser un microcrédit à une personne déjà endettée dans une autre IMF. Celles-ci sont souvent tentées par avoir le maximum possible de clients, car il ne faut pas non plus oublier tous les avantages dont bénéficient les IMF quand elles grandissent en taille (plus de formations, plus de dons, etc...). Pour cette raison, certaines IMF qui veulent s'élargir accepteraient plus facilement des clients qui sont endettés ailleurs que celles qui sont déjà importantes. La concurrence a même poussé certaines associations à accorder des crédits à la consommation (donc l'objectif de base de la microfinance étant complètement dévié) pour pouvoir gérer leur portefeuille.

Ce phénomène de concurrence entre les IMF doit être combattu à tout prix.

D. Sur la réduction de la pauvreté

L'objectif principal du microcrédit est d'accompagner les petites entreprises du secteur informel et de leur permettre de constituer un capital pour se développer. Donc la microfinance reste un outil de développement et non pas de survie. Il n'est pas destiné aux plus misérables qui n'ont pas une activité déjà entamée.

Le problème est que comme les clients des IMF sont peu qualifiés, ils se lancent tous dans les mêmes types d'activités : à côté du commerce, les femmes se lancent dans la majorité des cas dans le métier à tisser et la couture, tandis que les hommes se dirigent plus vers l'élevage et l'artisanat. Plusieurs constats en découlent :

- Les microentreprises créées n'emploient pas énormément d'effectifs à long terme et on ne connaît pas l'impact direct qu'elles ont sur l'économie et la réduction de la pauvreté. Les agents de crédit contrôlent normalement l'utilisation des crédits de leurs clients, mais c'est le seul suivi qui est fait. Dépenser encore plus dans le contrôle et la vérification est important, mais n'est pas non plus envisageable, puisque c'est une solution coûteuse. Ce qui

fait qu'il y a parfois des gens qui "échappent" au système et utilisent leur crédit pour d'autres fins, comme c'est le cas d'un des clients qu'on a rencontré qui a utilisé une partie de son crédit pour améliorer l'aménagement de sa maison.

- Par ailleurs, le nombre de clients augmentant chaque année, la concurrence est de plus en plus forte entre les microentrepreneurs. Et, puisque la majorité pratique les mêmes types d'activité, rares sont les microentrepreneurs qui se retrouvent avec un avantage comparatif par rapport aux autres, et donc un bénéfice supérieur. Est-ce que cette concurrence accrue n'est-elle pas responsable en partie de la diminution des taux de remboursements? De plus, opter pour un microcrédit veut dire un minimum de compétences managériales (savoir gérer les revenus de son atelier ou son bétail par exemple), et ces compétences ne sont pas maîtrisées par tous les clients. Ne serait-il pas plus intéressant par exemple d'opter pour une solution comme le commerce équitable pour les moins entrepreneurs où les bénéficiaires garantiraient des revenus « justes » et donc une vie « décente » sans pour autant gérer leur propre microentreprises? Et, d'un autre côté, rien n'empêche aussi pour les plus entrepreneurs parmi eux d'opter pour la microfinance comme sortie de secours de la pauvreté?

Finalement, la pauvreté tient sur des facteurs politiques, culturels, et sociaux sur lesquels la microfinance n'a pas d'emprise. La portée de la microfinance restera donc limitée, tant que les problèmes de fond de sous-développement n'ont pas été traités. Il faudra donc diversifier les outils et essayer plutôt d'utiliser la microfinance en complément de ces outils.

Section 3 : Recommandations et perspectives

La microfinance peut être une solution pour développer un pays pauvre comme Madagascar. En effet, elle s'applique surtout dans l'économie de base qu'est l'Agriculture qui englobe 71% de la population avec une part d'environ 24% du PIB. Or, les Agriculteurs sont toujours des paysans vivant dans le monde rural donc vulnérable au point de vue financière que sociale. L'accès des IMF à instaurer un de ses postes dans des zones enclavées s'avère impossible sauf s'il s'efforce à étendre son champ comme le cas du CECAM qui peut atteindre le niveau communal. Donc, les paysans à faible revenu ne peuvent pas bénéficier des

produits des IMF pour la demande d'investissement pour ses activités et qui l'engloutisse peu à peu vers l'extrême pauvreté.

Dans le SNMF, l'Etat a comme objectif de « contribuer à la lutte contre la pauvreté et à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement à travers l'état des lieux du secteur de la finance inclusive, le diagnostic de la SNMF et la formulation des recommandations adaptées pour l'amélioration du cadre de réactualisation et de mise en œuvre de la SNMF ». Cet objectif est pareil à ceux des autres institutions dans l'Etat, mais concernant la microfinance, la solution se base toujours au développement proprement dite des IMF en d'autres termes l'accès de tous les paysans avec de difficulté de financement dans le système financier de la microfinance.

On peut donner quelques recommandations pour faire développer le secteur de microfinance à Madagascar. Premièrement au niveau de l'Etat, son rôle devrait être appliqué dans le secteur microfinance en le vulgarisant le plus loin possible et aussi ses différents politiques (politiques monétaires, politiques financières, etc.) qui doivent être placés comme régulateur de la vie de toute la population. Au niveau de contrat, il faut assouplir les conditions d'octroi de microcrédit, simplifier les procédures, revoir à la baisse le taux d'intérêt et allonger la période de remboursement pour permettre le financement de projets d'investissements et pour laisser aux bénéficiaires de mener bien son activité. Il faut améliorer l'accès au marché des microentreprises pour un meilleur écoulement de leurs produits, un meilleur approvisionnement en matières premières et équipements.

CONCLUSION

Pour conclure, nous avons étudié les impacts associés aux activités de la microfinance via sa contribution à l'amélioration du niveau de vie des populations pauvres. Sur le plan théorique, nous avons mis en évidence la nécessité des intermédiaires financiers pour l'économie paysanne, suite à des manques de financement. Le financement représente comme le facteur indispensable de la croissance à travers l'épargne et l'investissement qui sont des facteurs de production. Compte tenu de la faiblesse de revenu pour la plupart de la population des pays sous-développés, les paysans doivent trouver des autres financements pour boucher la lacune donc faisant recourir aux IMF ou des autres établissements de crédit qu'ils jugent différemment comme des intermédiaires financiers en matière de crédit. D'où la naissance de la microfinance, une institution destinée pour les microentrepreneurs et les agents économiques non bancables ou à faible revenu. Pourtant l'efficacité de la microfinance dépend de certaines conditions telles que : la politique économique et sociale du pays, sa politique financière. L'étude du cas malgache a permis de voir une croissance positive dans le secteur de microfinance que ce soit en nombre de membres qu'aux volumes de l'encours de crédit ou d'épargne dans le secteur. Malgré cette évolution, la majorité de la population malgache n'a pas encore accès aux IMF et on constate aussi que la microfinance n'a pas d'effet sur les microentreprises et le protocole du contrat entre offreurs et demandeurs présentent toujours quelques imperfections. Et pourtant, la microfinance est un des outils de lutte contre la pauvreté l'hypothèse 1 est vérifiée et l'hypothèse 2 est rejetée. Il convient de remarquer enfin que la microfinance, pour qu'elle produise des effets bénéfiques à la croissance rurale, nécessite un changement institutionnel. Ce dernier ne peut s'inscrire que sur le long terme et à travers un système d'éducation permanente des paysans combiné à la mise à disposition des services publics de base (infrastructures sociales, dispositifs informationnels, formation technique, etc.)

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BERGUIGA, I. Performance sociale versus performance financière des institutions microfinance, ERUDITE, Université de Paris XII, document de travail, 1998 25 p.
- BOUQUET E. Microfinance et lutte contre la pauvreté, Normes et référentiels en matière d'études d'impact, Montpellier, CIRAD-Espace Finance 2006, 25p.
- BOYE, S., HAJDENBERG, J. et POURSAT C. Microfinance, microcrédit et épargne pour le développement Paris : Editions d'Organisation.2006, 114 p.
- CHEN. G, RASMUSSEN. S ET REILLE. X, Croissance et vulnérabilités en microfinance, CGAP, Note focus n°61 Fév. 2010
- CHURCHILL C. F. La microfinance est-elle une priorité pour les pauvres ? Comprendre la demande de services financiers de gestion des risques ADA Dialogue, n° 33 Luxembourg, 11p.
- CORDIER. J, La gestion des risques en agriculture Notes et études économiques n°30 2008
- DIOKHANE, C. M., Analyse du cadre juridique et institutionnel des structures financières décentralisées, Ministère des petites et moyennes entreprises de l'entrepreneuriat féminin et de la microfinance du Sénégal, 1999 82 p
- ENGLERT M. L'impact de la croissance économique sur la pauvreté et l'inégalité- Approches théoriques et empiriques générales et application au cas des pays à revenu élevé, ed. dulbea mai 2007, 182p.
- FOURNIER, Y Microfinance pour le développement: Diversité et enjeux des crédits alternatifs Ritimo 1996 50 p.
- FREIDBERG, E., Le pouvoir et la règle, dynamique de l'action organisée, Paris, Édition du Seuil, 1993 404p.
- GADREY, F. et CATRICE, F.J. Les nouveaux indicateurs de richesse, La Découverte, 2005 123 p.
- GELINAS, JACQUES B., Et si le tiers monde s'autofinçait de l'endettement à l'épargne, Les Éditions Eco société, 1995 238 p.
- GOLBERG M., PALLADINI E. Gestion du risque et création de valeur avec la microfinance, Ed. ESKA, 171 p.

- GOLDSTEIN, G. et Barro Étude sur le rôle et l'impact des services et produits d'épargne et du secteur informel et des institutions de microfinance en Afrique de l'ouest, DCEG-IRAM, 1999, 79 p.
- GOUREVITCH, J. P., L'économie Informelle de la faillite de l'État à l'explosion des trafics, Le Pré aux clercs, 2002, 346 p.
- GUERIN. I, MORVANT-ROUX. S, MOURJI. F, Les crises de la microfinance, TDF, 2012 , n°106
- KPODAR, K. R. Développement financier et croissance économique : implication pour la réduction de la pauvreté, Thèse de Doctorat, Université Clermont I, 334 p.
- LAFOURCADE A.L., ISERNJ., MWANGI P. et BROWN M. Étude sur la portée et les performances financières des institutions de microfinance en Afrique, MIX (Microfinance Information Exchange) et CGAP (Consultative Group to Assist the Poor) 2005, 20 p.
- LAPENU, C. et PIERRET, D. Guide opérationnel d'analyse de la gouvernance pour une institution de microfinance, CERISE, 2005, 95 p.
- LAPENU, C., Le microfinancement dans les pays sous-développés: Évolution, théories et pratiques, CIRAD, 1997, 220 p.
- LAPENU, C., Indicateur de performance sociale: deux initiatives avec les institutions de microfinance, CERISE (Comité d'Échanges, de Réflexion et d'Information sur les Systèmes d'Épargne-crédit), 2003, 16 p.
- LEBOSSE, J), Microfinance et développement local, OCDE, 1998, 139 p.
- LEDGERWOOD, J. Manuel de microfinance, une perspective institutionnelle et financière, Banque Mondiale, 1198, 308 p.
- LELART, M, De la Finance Informelle à la Microfinance, Paris : AUF Editions des Archives Contemporaines.2005, 56p.
- LEVESQUE, B. et MENDELL, M., La création d'entreprises par les chômeurs et les sans-emploi: le rôle de la microfinance, Les cahiers du CRISES/UQAM, 2000, 243 p.
- LORDON F. Théorie de la croissance : quelques développements récents », Revue de l'OFCE, n° 37, 1991

- ROY, D., La participation de l'appropriation dans l'utilisation de la microfinance comme outil de développement, Thèse en Science politique, UQAM, Montréal, 2005, 221 p.
- SERVIGNY, A. de, Le risque de crédit: nouveaux enjeux bancaires, Dunod, première édition, 2003, 259p.

ANNEXES

Annexe 1 :

Répartition des points de services par région (Situation au 31/03/2016)

Région	IMF ou autre établissement de crédit concerné	Banque territoriale concernée	Nombre de points de services
Analamanga	ACEP Madagascar, APEM PAIQ, PAMP-CDA, CEFOR, HARDI-FINANCE, MADA CREDITO, MAMELASOA, PAMF, OTIV TANA, CECAM, TIAVO	AccèsBanque Madagascar, Microcred Banque Madagascar, SIPEM Banque	153
Vakinankaratra	ACEP Madagascar, TITEM, VAHATRA, VATSY, OTIV TANA, CECAM, MADACREDITO	AccèsBanque Madagascar, Microcred Banque Madagascar, SIPEM Banque	99
Itasy	PAMF, TITEM, OTIV TANA, CECAM, ACEP Madagascar	AccèsBanque Madagascar	36
Bongolava	TITEM, CECAM, OTIV TANA	AccèsBanque Madagascar, Microcred Banque Madagascar	24
Amoron'i Mania	ACEP Madagascar, CECAM, OTIV TANA	Microcred Banque Madagascar	24
Atsimo Atsinanana	TIAVO, CECAM	IFRA, Microcred Banque Madagascar	20
Ihorombe	CECAM, TIAVO	IFRA	8

Vatovavy Fitovinany	TIAVO, CECAM	IFRA, AccèsBanque Madagascar, Microcred Banque Madagascar	57
Anosy	FIVOY, ORDIMIC (*), CECAM, OTIV TANA	IFRA, Microcred Banque Madagascar	125
Androy	FIVOY, ORDIMIC (*), CECAM	IFRA	21
Atsimo Andrefana	VOLA MAHASOA, CECAM, TIAVO, FIVOY	Microcred Banque M/car, IFRA, AccèsBanque Madagascar	36
Menabe	CECAM	Microcred Banque M/car	15
Alaotra Mangoro	ACEP Madagascar, OTIV Alaotra Mangoro, CECAM	Microcred Banque Madagascar, AccèsBanque Madagascar, SIPEM Banque	46
Analanjirofo	OTIV Zone Littoral, CECAM	Microcred Banque Madagascar	32
Atsinanana	ACEP Madagascar, EAM-Finances, OTIV Zone Littoral, MADACREDITO, PAMF	AccèsBanque Madagascar, Microcred Banque Madagascar, SIPEM Banque	38

Betsiboka	OTIV Alaotra Mangoro, OTIV Boeny Mahajanga, VOLA MAHASOA, OTIV TANA		13
Boeny	ACEP Madagascar, EAM-Finances, MAMPITA, MUTUA FIDE MICROFINANCE, PAMF, OTIV Boeny Mahajanga, OTIV TANA, CECAM, MADACREDITO	Microcred Banque Madagascar, AccèsBanque Madagascar, SIPEM BAnque	41
Melaky	OTIV Boeny Mahajanga, CECAM		3
Sofia	CECAM, PAMF, OTIV DIANA		17
Diana	EAM-Finances, ODRD, OTIV DIANA, PAMF, CECAM, ACEP M/car	Microcred Banque Madagascar, SIPEM BAnque, AccèsBanque Madagascar	29
Sava	OTIV Sava	Microcred Banque Madagascar, SIPEM Banque, AccèsBanque Madagascar	30

Haute Matsiatra	ACEP Madagascar, EAM-Finances, TIAVO, CECAM, VOLA MAHASOA, OTIV TANA	Microcred Banque Madagascar, IFRA, SIPEM Banque, AccèsBanque Madagascar	71

(*) Le nombre d'associations paysannes d'ORDIMIC (au nombre de 76) a été considéré comme points de services

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	I
SOMMAIRE.....	II
LISTE DES ACRONYMES.....	5
LISTE DES TABLEAUX	7
LISTE DES FIGURES	V
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : LES FONDEMENTS THEORIQUES DE LA MICROFINANCE	3
CHAPITRE I : DEFINITIONS ET CONCEPTS	3
Section I : Généralités sur la microfinance.....	4
A. Définitions de la microfinance	4
B. Les Institutions de Microfinance ou IMF	4
Section II : Rôles de la microfinance	6
A. Facilité d'accès aux services financiers de proximité	6
B. Collecte d'épargne.....	6
C. Offre d'opportunités de petits investissements	7
Section III : Les autres définitions des termes rattachés à la.....	7
Microfinance.....	7
A. Finance et financement.....	7
B. Investissement	8
C. Le financement de l'investissement	8
D. Système financiers.....	9
E. Croissance et développement économique	9
CHAPITRE II : THEORIES SUR LES LIENS ENTRE LA MICROFINANCE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE	14
Section I : les différents modèles de croissance	14
A. Les facteurs de croissance économique.....	15
PARTIE II : ANALYSE EMPIRIQUE.....	23
CHAPITRE III: GENERALITES SUR LA MICROFINANCE A MADAGASCAR.....	23
Section 1 : Les caractéristiques de la microfinance à Madagascar	23

A. Historique de la microfinance à Madagascar	23
B. Les différents types des IMF à Madagascar	25
C. Répartition spatiale des IMF à Madagascar	28
A. Evolution des IMF mutualistes	29
B. Évolution des IMF non mutualistes	31
C. Evolution des activités des autres catégories d'EC exerçant des activités de microfinance.....	32
D. Statistiques consolidées des IMF	34
CHAPITRE IV : IMPACTS ET ROLES DE LA MICROFINANCE	36
Section 1 : Impacts de la microfinance sur les ménages	36
A. Situations de Madagascar.....	36
B. Les rôles des IMF dans la vie des ménages	38
C. Impacts et rôles des IMF sur les microentreprises	40
Section 2 : quelques problèmes de la microfinance à Madagascar	42
A. Baisse du taux de remboursement.....	42
B. Situation Institutionnelle des IMF	42
C. Surendettement des clients	42
D. Sur la réduction de la pauvreté	43
Section 3 : Recommandations et perspectives.....	44
CONCLUSION	46
ANNEXES	VI
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	VI
TABLE DES MATIERES.....	XIII
RESUME	1

Auteur : ANRIATAFITANONJA Mamitiana Edith

Titre : rôles et fonctionnement des institutions de microfinance à Madagascar

Nombre de pages : 59

Tableaux : 4

Graphiques : 5

annexes : 1

Adresse de l'auteur : lot IIF 340 bis Andraisoro Antananarivo-101

Contact : 0326809346

RESUME : La microfinance est une intermédiaire financière destinée aux agents économiques à faible revenu qui sont exclus du système financier formel comme les banques. Les institutions de microfinance procèdent à octroyer une gamme de services financiers pour ces agents. Différentes théories économiques traitent les impacts de la microfinance dans l'économie via son rôle d'incitation pour la production. Concernant le cas de Madagascar, les IMF connaissent une croissance considérable depuis 1990 année de sa création dans le territoire. Durant la période de 2012-2015, on observe une augmentation de 152 points de services ou caisses, le taux de pénétration des clients passe de 22.69 à 29.6% durant ces 3 années. Malgré ces évolutions remarquables des IMF, son impact ainsi que ses activités restent marginal. En effet, le monde rural est caractérisé par un faible revenu, et par conséquent un développement rural se traduit par une amélioration de la condition de vie. Du côté des agents en monde rural, tout financement doit être destiné pour un investissement mais non à la consommation. Bref, les institutions de microfinance présentent une opportunité pour les agents économiques à faible revenu dans l'amélioration de leur condition de vie, mais leur efficacité dépend de la faisabilité du contrat établi entre les acteurs.

Mots clés : développement, institution de microfinance, revenu, investissement, pauvreté, crédit

Encadreur : Monsieur LAZAMANANA Pierre André, Maître des conférences